

Dans les entreprises : les travailleurs face aux plans patronaux et gouvernementaux

nos informations pages 7, 8, 9, 12, 13, 20

LUTTE OUVRIÈRE

La
politique
des dirigeants
syndicaux :
une impasse
pour
les travailleurs

P. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 829 - 21 avril 1984 - prix : 6 F



Dans le monde

Pages 10 et 11 :

— Portugal : il y a dix ans, la « révolution des œillets ».

Page 14 :

— Italie : le décret-loi de Craxi est caduc, mais il y aura l'austérité quand même.

Page 15 :

— Les mineurs anglais en grève ont de bonnes raisons de ne pas s'en remettre aux dirigeants syndicaux.
— USA les préjugés racistes et anti-communistes continuent à tuer.

Page 16 :

— Nicaragua : des mines dans les ports et des chausse-trapes dans la campagne électorale de Reagan.

En France

Page 4 :

— La politique des dirigeants syndicaux : canaliser la combativité des travailleurs et les énergies militantes vers des impasses.

Page 5 :

— Les manifestations pour l'école laïque : un soutien au gouvernement.

Page 6 :

— La preuve par le fer : Fabius valet des patrons.
— PCF : nouveau plan et vieux mensonges.

Page 7 :

— PTT : le ministre se déploie.
— On nous écrit de Blanche-Porte (Tourcoing).

Page 8 :

— Dans les entreprises : Pompey ; CEPEN Orléans ; CGCT Paris 15^e.

Page 9 :

— RVI Vénissieux : comment la direction essaie, sans succès, de faire partir les travailleurs.

Page 12 :

— RNUR Dépt. 49 ; Lever Haubourdin ; CHRU Clermont-Ferrand ; Télécoms Montpellier.

Page 13 :

— Chiers (Ardennes) ; Thomson Gennevilliers ; Optalix (Amiens) ; Sacilor.

Culture

Page 17 :

— Livres : *Les briques* de M. Batoni (réédition) ; *Confession du bourreau* de I. Alechowski ; *Un dimanche inoubliable près des casernes* de J.F. Rolland.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Un dimanche à la campagne* ; *Streamers* ; *L'habilleur* ; *Guerres froides* ; *Le temps de la revanche*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La peur du rouge n'est plus ce qu'elle était

La présence des ministres communistes dans le gouvernement français n'effraie apparemment plus les milieux d'affaires américains, au contraire. En effet, lundi dernier, le franc était en baisse à la Bourse de New-York parce qu'outre-Atlantique on s'inquiète à propos d'un éventuel départ des ministres communistes.

Il est vrai que Mitterrand s'était appliqué à expliquer aux businessmen américains l'intérêt d'avoir des ministres communistes au gouvernement, lors de son récent voyage aux USA. Apparemment, le message est bien passé...

Selon le sens du vent...

Lors des premières manifestations de colère des sidérurgistes lorrains qui ont suivi l'annonce des mesures « de restructuration de la sidérurgie », Jean-Pierre Masseret, sénateur de Moselle, avait décidé de se mettre « en congé » du groupe socialiste du Sénat. Certains pouvaient penser que cet élu socialiste se solidariserait avec les travailleurs.

Maintenant que la colère des Lorrains est un peu retombée, du moins qu'elle n'a pas pris l'ampleur que Masseret semblait redouter, il vient de demander de ne plus figurer sur la liste des sénateurs n'appartenant à aucun groupe et d'être « rattaché » administrativement au groupe socialiste...

Une girouette, peut-être, mais qui ne perd pas le nord !

Les hausses... du coût de la vie

La CGT vient de publier son indice de la hausse des prix pour le mois de mars : 1 % (contre 0,7 % selon l'indice officiel). En un an, par rapport à mars 1983, ce sont les dépenses d'alimentation (+ 13 %), d'hygiène et de santé (+ 13,8 %) et d'habitation (+ 15,2 %) qui ont le plus augmenté, c'est-à-dire des dépenses de base, essentielles. Et ça continue ! On nous annonce déjà la hausse des tarifs des trains (grandes lignes : + 5,5 %) et du téléphone en mai, des timbres pour juillet.

Les salaires, eux, sont les seuls à ne pas bouger.

S.M.

Ça vole bas

Il paraîtrait qu'on vient de frôler de peu l'incident diplomatique et les actes irréparables lorsque, lundi 16 avril, un avion Tupolev de la ligne Moscou-Marseille s'est égaré au-dessus de la rade de Toulon... avant de reprendre sa route et de se poser à Marnay. Aussitôt la presse en mal de sensation s'est mise à parler de « Tupolev espion » (*Le Figaro* du 16 avril), en faisant automatiquement le lien avec le Boeing sud-coréen abattu avec ses 269 passagers au-dessus du territoire soviétique, le 1^{er} septembre dernier.

Et chacun d'y aller de sa petite supputation : cherchait-il à photographier le porte-avions *Foch* ou le

sous-marin nucléaire *Rubis* actuellement en rade de Toulon ? Visait-il le centre des armements et missiles basé dans l'île du Levant, ou bien le camp de nudistes situé dans la même île, comme le souligne ironiquement *Le Canard Enchaîné* ? Était-ce un avion-leurre, afin de détourner sur lui l'attention des services français de sécurité et de défense du territoire ?

Vous n'y êtes pas : le commandant de bord voulait simplement montrer à ses passagers comment un gouvernement de gauche avec participation communiste s'y prenait pour supprimer plusieurs milliers d'emplois aux chantiers navals de La Seyne et La Ciotat...

Plus à droite que lui... tu meurs !

La Madelon va nous servir à boire...

Il faudrait croire que le cinéma ne fait plus tellement recette, à voir tous ces acteurs en mal de vedettariat politique. Voilà maintenant Delon qui laisse entendre que son cœur va aux hommes forts : « *Le reste c'est des histoires de gonzesses* » affirme-t-il, tout en finesse. Mitterrand, Chirac, même Giscard qu'il avait pourtant honoré de son soutien il y a quelques années, ne trouvent pas grâce à ses yeux. Seuls Barre... et Le Pen, parce que ce dernier serait le plus sincère des candidats — toujours selon Delon

Alain — emportent son adhésion...

Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Pourtant son admiration n'a pas poussé Delon à accepter de figurer sur la liste du Front National lors des prochaines élections européennes. On vient d'apprendre (*Le Canard Enchaîné* du 18 avril) qu'Alice Saunier-Seïté — ex-ministre des Universités de Giscard — y figurerait en bonne position. Ceci explique peut-être cela...

« Courageux », Delon, dans ses déclarations, mais pas téméraire.

Le numéro 111 de « Lutte de classe » est paru

Au sommaire :

- Le PCF et le gouvernement.
- Brésil : manifestations populaires et grandes manœuvres politiques.
- Le conflit Irak-Iran : l'impérialisme derrière les deux camps.

mensuel trotskyste
lutte de classe N° 111
avril 1984
6F.

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

LES TRAVAILLEURS, EUX, NE VOTENT PAS LA CONFIANCE A MAUROY

On pouvait croire que le débat sur la politique du gouvernement allait se clore avec la décision annoncée par Guy Hermier que les communistes avaient décidé de voter la confiance au gouvernement. Eh bien les socialistes ont décrété, au dernier moment, que cela ne suffisait pas, que le Parti Communiste n'avait pas encore avalé assez de couleuvres, en demandant une suspension de séance.

Alors quels sont les calculs politiques des uns et des autres. Jusqu'où les dirigeants socialistes sont-ils prêts à pousser le Parti Communiste dans ses retranchements? Jusqu'où les dirigeants du Parti Communiste sont-ils prêts, eux, à aller? S'agit-il simplement d'une nouvelle mascarade où socialistes et communistes jouent les compères? L'issue du débat le montrera. Mais une chose est claire dès maintenant, c'est que toute cette mascarade n'a rien, mais vraiment rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Mauroy comme Marchais savent bien ce qu'ils réservent aux travailleurs dans les semaines, les mois qui viennent. Dans tous les secteurs, les patrons du secteur privé vont licencier: ils leur ont donné le feu vert. Dans le secteur nationalisé, c'est à dire le secteur que le gouvernement contrôle, des plans de réduction de personnel sont aussi envisagés. Ce sont comme cela des centaines de milliers de travailleurs supplémentaires qui vont se retrouver au chômage.

Et d'autres mauvais coups sont en préparation concernant les salaires, les protections sociales. Car, pour maintenir ses profits, la bourgeoisie exige que l'on réduise autant qu'il est possible le niveau de vie des travailleurs.

Le problème aujourd'hui pour le gouvernement, c'est de faire passer sa politique anti-ouvrière en provoquant le moins de réactions possibles en évitant les mouvements de colère incontrôlés et en empêchant que les mouvements se généralisent. Et si Mitterrand conserve des ministres communistes, c'est parce qu'il a besoin de leur solidarité, c'est parce qu'il a besoin de la solidarité de Marchais. C'est parce qu'il a besoin que les dirigeants du Parti Communiste et de la CGT usent de leur influence parmi la classe ouvrière, de leur expérience et de leur force pour empêcher que les travailleurs ne viennent s'en prendre au gouvernement.

Mais la collaboration des dirigeants communistes ne lui est utile que s'ils conservent suffisamment de crédit auprès des travailleurs et d'autorité auprès de leurs militants.

Alors, Mitterrand et Mauroy peuvent peut-être permettre à Marchais de sauver la face en l'autorisant à faire mine de s'opposer aux licenciements et à l'austérité. Quant à Marchais, il peut fort bien s'accommoder des rappels à l'ordre dont il est l'objet, car ils lui servent de justification vis-à-vis de ses militants et des travailleurs pour ne pas aller plus loin que des protestations symboliques.

Ce débat qui était destiné paraît-il à apporter une "clarification" n'en a guère fourni. Du moins au moment où nous écrivons. Mais toutes ces péripéties, ces suspenses calculées, ces coups de théâtre sont d'une certaine façon suffisamment clairs sur la comédie que jouent les dirigeants de Parti Communiste et du Parti Socialiste.

La "clarification", les travailleurs l'ont chaque jour dans le pays. Ils peuvent se faire un jugement non sur les discours, non sur des joutes parlementaires qui sont autant de fausses querelles, non sur des arguties politiciennes. Ils peuvent juger sur les actes. Des actes qui se traduisent pour eux par des milliers de licenciements, des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, par des attaques répétées contre leurs conditions d'existence.

Et, eux, n'ont pas à avoir de faux problèmes de conscience. Ils n'ont aucune raison de voter la confiance à un gouvernement qui les gruge.

Oui, le problème pour les travailleurs, pour les militants ouvriers, c'est de ne plus faire confiance ni au gouvernement ni aux grandes déclarations de Marchais. De ne plus faire confiance aux dirigeants syndicaux. C'est de prendre confiance en eux-mêmes. C'est de décider eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire.

La bourgeoisie, les dirigeants du Parti Communiste, les dirigeants du Parti Socialiste, ceux des grandes centrales syndicales, tous solidaires contre eux, ne leur laissent pas d'autre choix.

Les jeux du cirque gouvernemental

Depuis la conférence de presse de Mitterrand, le 4 avril, où il avait affirmé sa volonté d'une « mise au net » dans les rapports entre le PCF et le gouvernement, les commentaires et les spéculations sur la volonté de rupture des uns et des autres sont allés bon train.

Et pourtant, le moins qu'on puisse dire c'est que les avertissements lancés par Mauroy et Mitterrand ont été savamment calculés.

Mais si Mitterrand ne « souhaite pas une gauche unifiée », selon les mots de son Premier ministre à l'Assemblée nationale le 18 avril; s'il est même sans doute d'accord pour lui laisser une certaine marge de manœuvre pour lui

permettre de ne pas trop se discrediter aux yeux de la classe ouvrière, et donc de lui permettre de jouer son rôle de frein dans les luttes, il tient néanmoins à marquer les limites. D'où les rappels à l'ordre qu'adresse Mitterrand au PCF, pour rappeler que c'est lui le maître du jeu, pour montrer à la bourgeoisie qu'il n'est pas le moins du monde sensible aux pressions du PCF. Par la même occasion, il veut empêcher le PCF de se refaire une virginité électorale au détriment du PS, en jouant les contestataires au sein du gouvernement.

Quant au PCF, il essaie de profiter de cette marge de manœuvre que lui laisse Mit-

terrand en allant aussi loin que possible sans que la corde casse. Le problème pour le PCF c'est qu'il ne tire que des avantages limités à sa participation gouvernementale. En revanche, il est aux premières loges pour supporter les conséquences des mesures anti-ouvrières du gouvernement. Car ces mesures affectent en premier lieu et amènent la démoralisation parmi ses propres militants; bien plus que le PS, qui est moins présent dans les entreprises. En même temps, sur le plan électoral, comme on l'a vu lors des diverses élections ces derniers temps, c'est encore dans l'électorat communiste qu'apparaît le plus clairement le désaveu

de la politique gouvernementale. D'autant que le PS, et plus encore des politiciens comme Mitterrand, Rocard ou Estier, peuvent sur la droite ce qu'ils perdent sur leur gauche, ce qui n'est pas le cas pour le PCF. Et c'est bien pour cela qu'on a vu les dirigeants du PCF manifester spectaculairement leur opposition avec le plan acier et qu'on a vu Marchais défilier le 13 avril aux côtés des sidérurgistes.

En marquant ainsi ses divergences avec le plan gouvernemental, Marchais prenait le risque d'un rappel à l'ordre. Mais un risque soigneusement calculé selon un savant dosage entre des déclarations d'oppo-

sition et des rappels réitérés de sa loyauté à l'égard du gouvernement et de sa volonté d'y rester.

C'est que les dirigeants du PCF savent bien que Mitterrand n'est pas à l'affût d'une occasion de les exclure de la majorité et du gouvernement. Ils savent que pour l'instant Mitterrand a choisi de maintenir les ministres communistes.

Quel que soit le suspense qu'a fait planer le PCF et quelle que soit son issue finale, toutes les attitudes des uns et des autres se complètent et contribuent finalement à faire passer la politique anti-ouvrière du gouvernement.

François ROULEAU

Un soutien au gouvernement

Après l'approbation, au Conseil des ministres, du projet Savary sur l'école et avant le débat au Parlement, les manifestations appelées par le Comité National d'Action Laïque (CNAL), annoncées plus d'un mois auparavant, doivent se dérouler le 25 avril dans une centaine de villes.

Par ailleurs, par la voix du cardinal Lustiger, les partisans de l'enseignement confessionnel avaient tenu, par une ultime sommation, à rappeler qu'ils refusaient la « fonctionnarisation » des maîtres de l'enseignement privé.

Le problème scolaire va donc être à nouveau le prétexte à toute une série de manifestations, de démonstrations, de la part de la majorité comme de l'opposition.

Oh, cela ne veut pas dire que le gouvernement s'était engagé à grand-chose en matière scolaire. En effet, l'essentiel du projet Savary se donnait pour but initial d'unifier l'enseignement privé et public, sans pour autant enlever des moyens au premier, mais au contraire en accroissant les subventions à l'école confessionnelle. Il visait à accroître, parallèlement, son contrôle. Mais au fur et à mesure de la mobilisation de la droite et au rythme de ses manifestations de masses, il a peu à peu renoncé à ce peu de contrôle supplémentaire dont la distribution des « gros sous » de l'Etat devait s'accompagner. Pire, même, le projet Savary tel qu'il se présente aujourd'hui aggrave les dispositions des lois Debré et Guerneur en rendant obligatoire le financement des écoles privées par les collectivités locales, alors même qu'un certain nombre de communes de gauche pouvaient jusque-là s'y refuser.

On est donc très loin de la « nationalisation de l'enseignement privé » qui figurait dans le Programme Commun de 1972. Et alors même que le seul problème pour le gouvernement, en ressortant ses projets scolaires, était de faire une démonstration vis-à-vis de la fraction de son électorat qui attache une importance aux problèmes de la laïcité, de montrer qu'il répondait sur ce terrain à son attente, il a prouvé que pas plus là que dans d'autres domaines, il ne tenait ses promesses électorales. Par ailleurs, il a montré une fois de plus sa faiblesse vis-à-vis de la droite. Il lui a permis de rassembler des foules et de donner confiance en leurs forces à ceux qui sont non seulement des adversaires de l'actuel gouvernement, mais aussi des ennemis des travailleurs.

Face à cela, on ne peut même pas dire que les manifestations organisées par le CNAL et les organisations de gauche soient une

Pour l'opposition, le jeu est clair. Ils n'ont aucune raison de dire « amen », puisque le gouvernement recule toujours.

Par contre, le jeu devient plus compliqué pour les partis de la majorité.

En effet, il ne faut pas croire que le CNAL, la Fédération de l'Education Nationale, la CFDT, la CGT, le PS et le PCF, qui appellent à manifester le 25 avril, entendent se mettre en travers du nouveau projet gouvernemental. Marchais a présenté la manifestation comme un soutien au gouvernement. Il a appelé à « se mobiliser pour faire barrage à la droite, pour la battre, pour aider le gouvernement à tenir ses engagements dans le domaine de l'école comme pour les autres ».

occasion de contrer la droite, ou du moins de la faire taire un peu. En réalité, les organisations qui appellent à défilé le 25 avril n'ont même pas cherché à se donner les moyens de faire reculer la droite sur ce terrain, pourtant mineur, de l'école. Elles ont soigneusement attendu que celle-ci se mobilise dans des mouvements de plus en plus forts, elles ont attendu que le gouvernement auquel elles participent capitule sans gloire devant cette droite dans la rue, et qu'en

dépôt de toutes les concessions, tout compromis soit refusé par les chefs de l'Eglise.

La titularisation d'un certain nombre (faible proportionnellement) de maîtres de l'enseignement privé, et ce dans un délai de six années, ne pouvait certes inquiéter sérieusement les tenants de l'enseignement confessionnel. Et l'ensemble du projet, en dépit de ce qu'ils peuvent en dire, leur reste favorable. Car après les reculades successives du gouvernement, ils res-

tent entièrement maîtres du choix des enseignants dans les établissements privés. L'Etat passe donc à la caisse sans avoir voix au chapitre. Si cela ne les empêche pas de refuser tout compromis, c'est parce qu'ils n'ont rien à perdre à avoir l'air intransigeants, mais qu'au contraire cela est de bonne guerre pour fournir au gouvernement des arguments contre sa propre majorité.

Les manifestations du 25 avril ne sont pas destinées à porter un coup à la droite, et elles n'ont finalement pas grand-chose à voir avec la défense de l'école laïque dont leurs initiateurs se réclament. Elles ne sont en réalité destinées qu'à aider le gouvernement à se faire passer pour un arbitre entre deux camps, la gauche et la droite. Et qui sait, éventuellement, à ce titre, pour éviter une « guerre scolaire » allumée par lui, de profiter de sa position pour empêcher même un débat parlementaire. L'utilisation de l'article 49-3 qui a été évoquée pour obliger à voter

sans discussion le projet Savary, en obligeant ses adversaires à déposer une motion de censure contre le gouvernement (ce qui est impensable de la part des députés PS comme PCF) s'ils ne veulent pas que le projet de loi soit adopté sans vote, n'a jusque-là pas été démenti par le porte-parole du gouvernement.

Les dirigeants du PCF, du PS, de la CGT, de la CFDT, de la FEN, du CNAL cherchent, sur le problème de l'école, à organiser des manifestations qui seront finalement des manifestations de soutien au gouvernement, en essayant de faire croire que le gouvernement pourrait davantage tenir ses promesses s'il était davantage soutenu ; c'est leur jeu, et une de leurs façons de faire diversion à un moment où le gouvernement attaque la classe ouvrière sur des problèmes beaucoup plus importants.

Alors, oui, c'est cela leur jeu, mais ce n'est pas une raison pour marcher avec eux.

Conseil d'Etat : parti pris

Le Conseil d'Etat vient d'annuler les élections municipales de Thionville et Houilles. Une fois de plus, dans ces deux villes, les listes élues étaient des listes d'Union de la Gauche, conduites par le PCF.

Mais, nuance de taille, ces deux annulations ne reposent pas sur des fraudes caractérisées, mais sur le constat de pratiques électorales somme toute plutôt courantes, à droite comme à gauche, et présentées comme des « irrégularités ».

Jugez-en. Le Conseil d'Etat reproche au maire de Thionville d'avoir fait distribuer dans les boîtes à lettres, peu de temps avant le scrutin, une lettre annonçant des hausses de loyers en cas de victoire de la droite, cela alors qu'il est le directeur de l'office de HLM. Au maire de Houilles, il est entre autres reproché l'apposition massive d'affiches du PCF sur les panneaux des autres candidats.

Rien que d'assez cou-

rant, comme on le voit. D'ailleurs, les tribunaux administratifs, déjà relancés à ce sujet par les candidats battus de la droite, les avaient déboutés de leurs prétentions, estimant que ces éléments étaient trop minces pour justifier l'annulation.

Mais au Conseil d'Etat, on n'est pas à ça près. Cette assemblée de vieilles barbes réactionnaires, mais qui n'en est pas moins présidée par le Premier ministre Mauroy, a de l'acharnement quand il s'agit de faire pencher la balance électorale du côté qui

lui semble plus conforme à ses intérêts. Et il lui importe peu d'apparaître de parti pris.

Si ce n'était pas le cas, au vu des motifs qu'elle vient d'invoquer, il y aurait de quoi annuler et refaire toutes les élections depuis bien longtemps !



la politique

des dirigeants syndicaux

Canaliser la combativité des travailleurs et les énergies militantes vers des impasses

Laurent Fabius a confirmé, lors de l'émission *Les Mardis de l'Information* du 17 avril sur TF1, que le gouvernement n'avait nullement l'intention de revenir sur ses décisions concernant la sidérurgie. A vrai dire, ces propos ne constituent une surprise pour personne. Encore moins pour ces sidérurgistes qui, au soir de la manifestation du 13 avril, interviewés par les radios et la télévision, exprimaient leur amertume et déclaraient ne se faire guère d'illusions sur l'efficacité de cette manifestation, ni sur la volonté des directions syndicales de donner une suite à leur lutte.

Et c'est un fait : cette « marche sur Paris des sidérurgistes » avait, en dépit des slogans et des banderoles qui clamaient la colère et la déception des travailleurs lorrains, des allures d'enterrement. Pas seulement parce que le cortège était précédé d'un cercueil et d'une croix de Lorraine qui se voulaient les symboles de l'agonie d'une région et d'une industrie. Mais aussi parce qu'ils illustraient en quelque sorte le sens que les organisateurs entendaient donner à cette démonstration.

François Hilsum se défend dans l'éditorial de *L'Humanité-Dimanche* du 13 avril. Cette manifestation, écrit-il, « n'était pas un baroud d'honneur ». Pourtant cela y ressemblait beaucoup.

De fait, les directions syndicales avaient tout fait pour qu'il n'en soit pas autrement. On peut même dire que, dès le début, elles avaient programmé cette initiative pour en faire un point d'arrêt, une sorte de finale qui leur permette à la fois de prétendre qu'elles avaient fait tout leur possible pour donner le maximum d'ampleur à la lutte des sidérurgistes, tout en lui fixant à l'avance un cadre corporatiste et régional, et une échéance dans le temps.

Leurs calculs tactiques étaient visibles dès le départ. En annonçant à la fois une grève générale limitée à 24 heures et à la Lorraine, le 4 avril, et une manifestation neuf jours plus tard, le 13, elles mettaient en place un pare-feu. En effet, de cette façon, elles se donnaient le moyen de répondre aux travailleurs lorrains les plus impatients, les plus décidés, ceux qui auraient voulu réagir immédiatement aux mesures gouvernementales, en leur laissant croire que, après la grève de 24 heures, il y aurait un prolongement de l'action, à un niveau supérieur. C'était un bon moyen de canaliser les énergies militantes dans la préparation de la journée du 13 avril, tout en laissant croire aux plus combattifs que cette initiative allait permettre d'assurer la jonction des travailleurs lorrains avec d'autres secteurs de la classe ouvrière. Cela leur permettait aussi de garder l'initiative, face à d'éventuels débordements du simple fait

qu'une initiative centrale nécessitait la mise en œuvre de moyens dont seuls disposent les appareils.

Si encore les directions syndicales avaient préparé cette manifestation parisienne de façon à en faire une démonstration de l'ensemble de la classe ouvrière contre la politique gouvernementale qui vise l'ensemble des travailleurs, et pas seulement ceux de Lorraine ; si elles lui avaient donné un objectif politique clair en en faisant une étape de la riposte ouvrière contre les attaques qui, semaine après semaine, touchent tous les secteurs, un jour la Navale, un autre les mineurs, la « marche du 13 avril » aurait pu constituer un point de départ, et non un coup d'arrêt. Mais elles se sont bien gardées de le faire. Tout au contraire.

La direction de la CGT, celle de la CFDT, celle de FO, se sont bien gardées de mettre à profit les neuf jours qui séparaient la journée lorraine du 4

avril de la manifestation parisienne pour s'adresser aux autres secteurs de la classe ouvrière, pour leur montrer l'intérêt qu'il y aurait de faire de cette manifestation une journée de protestation de l'ensemble de la classe ouvrière. La CGT expliquait que « le plan acier était mauvais », qu'il « y avait d'autres solutions industrielles », qu'il ne fallait pas « sacrifier le potentiel économique d'une région ».

La CFDT, elle, par la bouche de son secrétaire général, Edmond Maire, justifiait carrément le plan du gouvernement, expliquant que les mesures de reconversion étaient nécessaires, et se contentant de réclamer que les syndicats soient partie prenante de l'application du plan acier.

André Bergeron déclarait, lui, à la veille de la manifestation : « Les Lorrains acceptent l'idée d'un plan sidérurgique, mais redoutent que les projets du gouvernement ne conduisent à la disparition de l'acier en Lorraine ».

Toutes les confédérations axaient leur propagande pour la préparation de cette marche sur le caractère spécifique de la lutte des travailleurs lorrains ; c'est cette attitude qui s'est d'ailleurs traduite dans la façon dont elles ont mené campagne pour préparer la manifestation du 13 avril dans les entreprises du pays.

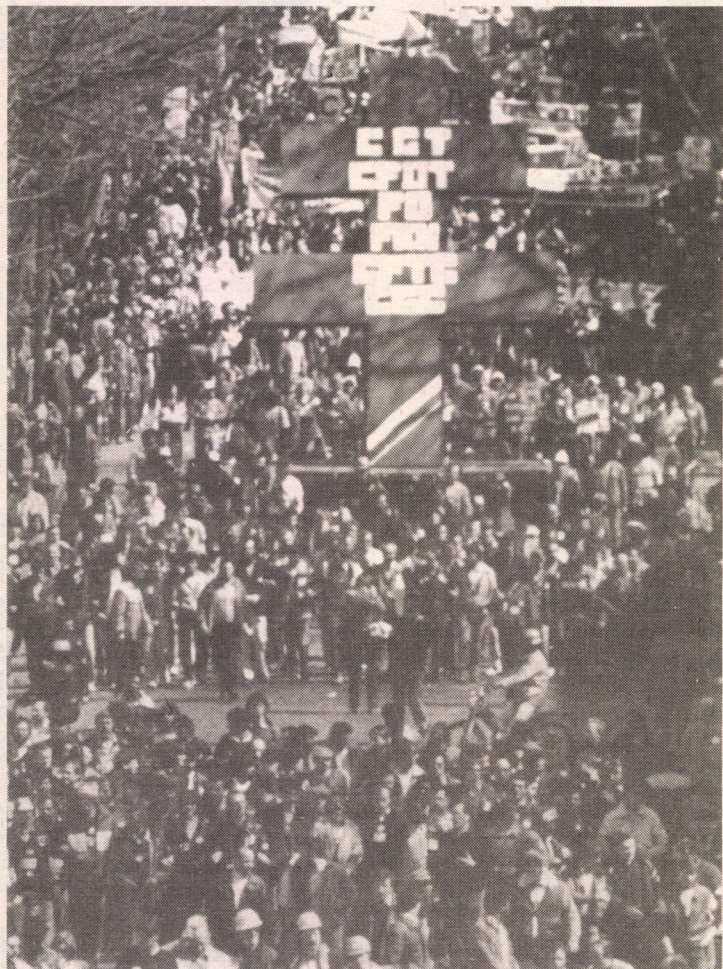
La CGT s'est contenté le plus souvent d'en parler de façon très générale, tardivement, et dans un certain nombre de cas, sans même lancer d'appel à débrayer. La CFDT s'est montrée, elle, encore moins active. On a même vu des responsables de syndicats CFDT expliquer qu'il ne fallait pas y aller, parce que les travailleurs lorrains ne souhaitaient pas que les travailleurs d'autres secteurs se joignent à eux.

Ces deux attitudes, dans les faits, se rejoignent. Pour la CGT, il s'agissait de tirer au maximum, mais de façon prudente toutefois, le bénéfice publicitaire de cette action. Tout en adoptant une attitude qui montrait qu'elle n'avait pas l'intention de prendre la tête d'un mouvement d'opposition ouvrière au gouvernement, sans rien faire, donc, qui puisse contribuer à remonter le moral et la combativité de la classe ouvrière en Lorraine, et ailleurs. Pour la CFDT, qui ne manifestait pas les mêmes préoccupations, il s'agissait tout bonnement de traduire, au niveau local, les positions de son secrétaire général, qui avait affirmé ouvertement son soutien à la politique gouvernementale.

Cette fois encore, les directions syndicales ont fait la démonstration qu'elles s'y entendaient pour user la combativité des travailleurs, pour la dévoyer, pour la canaliser. En les faisant marcher. Au sens propre et au sens figuré.

Elles s'y entendent pour proposer des coups d'éclat, des manifestations spectaculaires et isolées. Pour tenir des discours d'autant plus durs, d'autant plus radicaux qu'ils ne débouchent pas sur des perspectives politiques. Cela peut donner le change aux travailleurs, et à leurs militants. C'est d'ailleurs destiné à cela. Mais cela ne peut faire peur à la bourgeoisie, ni la faire reculer. La preuve en est fournie par la vague de licenciements annoncée aujourd'hui : Citroën, Michelin, et qui en annoncent d'autres demain. Ce qui peut lui faire peur, ce serait un mouvement général de la classe ouvrière.

Mais de cela, les confédérations n'en veulent pas. Elles viennent de faire, une fois encore, la démonstration qu'elles feront tout pour l'éviter.



La manifestation des sidérurgistes du 13 avril... Pour aller où ? (AFP)



Fabius, intronisé « Monsieur Lorraine », des cadeaux plein les poches... pour les patrons (AFP)

Fabius valet des patrons

Les Mardis de l'information à TF1, sous le titre *L'épreuve du fer*, étaient réservés ce 17 avril à la sidérurgie, avec pour invité principal Laurent Fabius. Quatre jours après la marche des sidérurgistes lorrains sur Paris, c'était une manière de passer la main au ministre de l'Industrie et de la Recherche qui, après s'être fait confier par Mitterrand une délégation spéciale de pouvoir pour régler les problèmes liés à la reconversion de la Lorraine (sans remettre en cause, bien entendu, le plan acier), s'était fait recevoir froidement la semaine précédente à Metz.

Au fur et à mesure de l'émission, la Lorraine et les sidérurgistes furent éclipsés pour que Fabius puisse expliquer la politique industrielle gouvernementale et même se congratuler avec deux représentants de l'industrie, dont en particulier un certain B. Deconinck, P-DG de la société Sommer-Allibert.

Les premiers documents filmés au retour de la mar-

che des sidérurgistes montraient des hommes et des femmes déçus parce qu'ils ne croient pas aux stages de reconversion ni à la création de nouveaux emplois, alors que d'autres secteurs (l'automobile par exemple), tout comme la sidérurgie, suppriment des postes de travail par milliers, et qui se disaient décidés à continuer de se battre. Un militant syndical de Gandrange-Rombas, qui avait soutenu Mitterrand, affirmait : « J'ai été trompé et j'ai trompé mon entourage en tant que militant. (...) Un militant veut bien assumer ce qui est explicable, mais pas ce qui est inexplicable ». Et il contestait l'abandon du train universel, du train à fil de Rombas et d'Usine-Fos. Ce fut alors pour Fabius le prétexte pour parler un soi-disant langage de vérité et pour faire croire qu'il n'y a pas d'autre solution pour la Lorraine. Et Fabius d'affirmer, la main sur le cœur, à ses amis et camarades lorrains : « S'il y avait une autre solution, il n'y a pas de raison que nous ne l'ayons pas prise ».

Puis, face au P-DG, c'est le doigt sur la couture du pantalon que Fabius a péroré sur la nécessité d'opérer une révolution culturelle en faveur de l'industrie.

Fabius n'a pas manqué de rappeler ses mesures exceptionnelles : exonérations de charges sociales, accélération et allègement des procédures administratives pour les entreprises qui voudraient s'implanter dans les deux bassins sidérurgiques de Lorraine. Il se montra très soucieux des profits des entreprises, parla encore de la création du Fonds industriel de modernisation, qui permet d'exonérer d'impôts les entreprises qui se lanceraient dans la recherche. En outre il fit remarquer au chef d'entreprise qui se plaignait des contraintes sociales en matière de licenciement que plus de 90 % des demandes étaient accordées par l'Etat.

Bref, la démonstration que, lorsque le gouvernement s'en prend à la classe ouvrière, ce n'est pas perdu pour tout le monde.

Chômage

en hausse...

50 700 chômeurs de plus au mois de mars, sur les 2 244 000 chômeurs inscrits ce mois-là à l'ANPE. 11,4 % de chômeurs en plus en un an (depuis mars 1983). Depuis le début de l'année 1984, c'est-à-dire en trois mois seulement, il y a eu 125 400 chômeurs nouveaux, autant que pour toute l'année 1983.

Maintenant, Mauroy lui-même convient d'une augmentation de 25 000 chômeurs par mois au moins. Les experts, eux, prévoient qu'il y aura 2 450 000 ou 2 600 000 chômeurs à la fin de l'année...

Il est fini, le temps où le gouvernement tentait de faire croire, y compris par des manipulations de statistiques, qu'il contenait la montée du chômage. Maintenant, pour le gouvernement, ce qui compte, c'est « la modernisation de notre appareil industriel », comme le dit si bien Mitterrand, avec pour conséquence les dizaines de milliers de licenciements, quelquefois baptisés « mises en pré-retraite » ou « retours au pays » : les six mille de Citroën, actuellement en discussion, les vingt-cinq mille de la sidérurgie, les milliers de la chimie (Michelin a annoncé plusieurs milliers de suppressions d'emplois), des Charbonnages, des téléphones, etc.

Mais il y a aussi les « restructurations » pour les industries qui se portent bien, telle l'électronique. Thomson est en train de supprimer un millier

d'emplois dans l'électronique, et cinq mille suppressions d'emplois sont prévues dans la téléphonie. La BNP a aussi annoncé la suppression de six mille emplois pour les six prochaines années.

Et c'est dans un tel contexte que les chômeurs voient les indemnités amoindries ou encore que nombre d'entre eux ne sont pas indemnisés du tout. Au mois de mars, par exemple, sur les 2 414 000 chômeurs recensés, seuls 1 890 986 étaient indemnisés, et environ 200 000 de plus pouvaient espérer toucher, dans quelques mois, des indemnités rétroactives une fois leurs dossiers instruits.

S.L.

...et en douceur

Les congés à temps partiel, c'est-à-dire la possibilité pour les salariés ayant des enfants de se mettre en congé non payé le mercredi ou lors de vacances scolaires, ont été présentés comme une mesure « sociale » favorable aux mères de famille qui souhaiteraient disposer de temps pour s'occuper de leurs enfants. Et le patronat était réticent à l'appliquer, « à cause de la désorganisation du travail », comme le déclare le patron de la fabrique de vélos de Machecoul à *Libération* du 18 avril 1984.

Mais finalement, avec la crise, ces mesures dites « sociales » se révèlent une bonne affaire pour le patronat. Et dans bon nombre d'entreprises qui se découvrent des sureffectifs, c'est le bon moyen de mettre en douce au chômage partiel une partie des employés. Bien sûr, comme dans cette filiale de Renault à Machecoul, les employés qui demandent le temps partiel scolaire sont volontaires. Certains ont fait leurs calculs : « en supprimant le prix de la nourriture, et une partie des impôts » la perte de salaire n'est pas si grande, et l'envie légitime de s'occuper des enfants la plus forte.

Pour l'instant, toujours selon le reportage de *Libération*, à Machecoul, les employés volontaires pour le temps partiel ne sont cependant pas foule. Car, selon la formule choisie, les employés perdent entre 20 et 60 % de leur salaire.

C.B.

...en pire...

L'ancienneté moyenne des demandes d'emplois déposées à l'ANPE est maintenant de 304 jours, contre 297 en février. Plus du quart des chômeurs (25,8 %) sont sans travail depuis plus d'un an.

Et maintenant commencent à arriver sur le marché du chômage, et à y rester, ceux qu'on considérait comme le « noyau dur » des travailleurs : des hommes de plus de 25 ans, possédant une qualification professionnelle, des techniciens, des agents de maîtrise, des employés qualifiés...

PCF :

Nouveau plan et vieux mensonge



Marchais à la manifestation des sidérurgistes. (AFP)

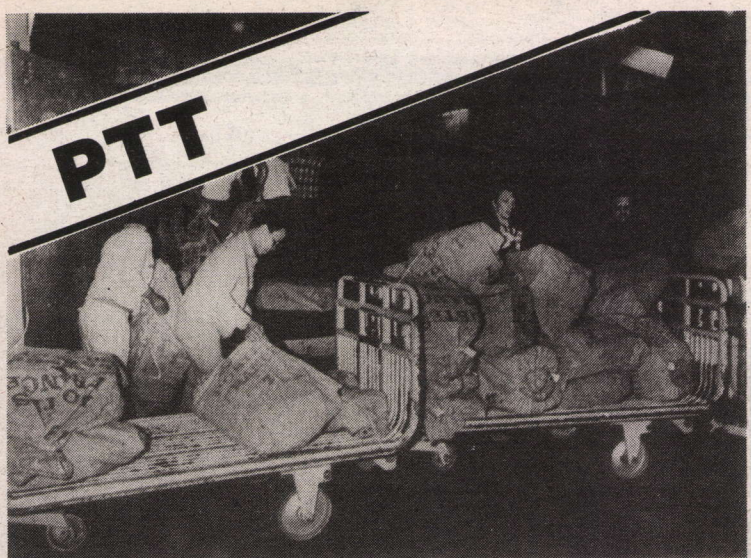
L'Humanité a publié vendredi 13 avril, c'est-à-dire le jour même de la manifestation des sidérurgistes à Paris, les propositions de Philippe Herzog, un économiste du PCF, sous le titre : *Avec les 30 milliards du gouvernement, on pourrait faire mieux. « Des solutions véritables », « réfléchies et réalistes », « des propositions prises dans l'intérêt de toutes les branches de l'activité nationale », « une politique industrielle plus efficace »...* Le plan de Herzog a besoin de beaucoup d'épithètes pour accompagner ce nième plan de redressement de la sidérurgie : car le PCF a lui aussi son plan, qui préconise le maintien des sites de Fos et de Longwy, la réalisation du train de Gandrange et la mise en place de 20 000 formations longues pour 20 000 emplois qui seraient à créer dans la métallurgie.

Encore un plan, et un ! Après ceux de Giscard et Barre quand ils étaient dans

la majorité, après ceux des socialistes quand ils étaient dans l'opposition hier, après ceux de l'opposition d'aujourd'hui, le PCF a sorti son plan bien à lui, histoire d'avoir l'air de proposer quelque chose face à la colère des sidérurgistes.

Mais les sidérurgistes n'ont pas besoin de ce type de plan, où le PCF se fait le conseiller des patrons et du gouvernement (« *Tout le monde y gagnerait, et l'économie française, et les travailleurs en conséquence* », précise Martine Bulard) car les patrons n'ont que faire des conseils de Herzog pour dynamiser l'économie, et le gouvernement non plus.

Si les travailleurs de la sidérurgie, de l'automobile et d'ailleurs ont besoin d'un plan, c'est d'un plan pour lutter, contre ce gouvernement qui décide ces licenciements, autrement qu'en ordre dispersé, autrement que pour la forme. Mais ce genre de plan-là, ce n'est pas le PCF qui le leur donnera. Annie DESCHAMPS



Mexandeau, un ministre qui n'aime pas le contact avec les travailleurs.

Le ministre se déploie

Mexandeau, le ministre des PTT, était sur la sellette le week-end dernier. Tout d'abord, c'est lui qui a fait intervenir les gendarmes mobiles au centre de tri de Caen, pour faire déga-

ger les milliers de sacs de courrier stockés en raison des débrayages et de la grève avec occupation des collègues de Caen, depuis le 23 mars.

Les postiers de Caen refusaient la suppression de 16 positions de travail au centre de tri, positions que l'administration disait vouloir « redéployer » sur les bureaux de poste du département. Ils savaient bien que cela se traduirait pour eux par plus de travail. Même le directeur du centre avait désavoué l'administration pour cette décision et avait refusé les clés pour une première tentative de faire dégager les sacs de courrier stockés. Il s'est retrouvé muté ailleurs.

Mexandeau s'est aussi senti obligé de répondre à un reportage de l'hebdomadaire *Le Point*.

Ce dernier cite un rapport interne de la direction générale des postes : début 1984, ce sont seulement 65,8 % des lettres qui ont été distribuées le lendemain de leur dépôt, contre 76,9 % il y a un an. Et le nombre des lettres distribuées plus de trois jours après est passé de 1,2 % il y a un an à 5,3 % aujourd'hui.

Bref, le courrier passe de

plus en plus mal. Et *Le Point* comme Mexandeau mettent cela sur le dos des postiers. Ils seraient trop souvent en grève et perturberaient énormément l'acheminement du courrier, notamment par des grèves d'une heure au bon moment. Mexandeau parle même d'une utilisation « perverse » de la grève d'une heure !

Mais ce que ne rappellent ni Mexandeau ni *Le Point*, c'est qu'aucun emploi n'a été créé aux PTT en 1983-1984, alors que le courrier, lui, a augmenté de 2,5 % en 1983. Rien que pour faire face à cette augmentation, il aurait fallu accroître d'autant le nombre des postiers, qui sont 310 000 : soit près de 8000 embauches supplémentaires.

Et le comble, c'est que les projets de budget pour 1985 font état d'une réduction de 1 % des effectifs de la fonction publique, c'est-à-dire que les agents qui partiront à la retraite ne seront que partiellement remplacés.

Alors Mexandeau et Daucet, le directeur général de la poste, peuvent toujours essayer de « redéployer » les effectifs, comme ils disent. C'est surtout les sacs de courrier en retard qu'ils vont redéployer.

Préavis refusé

Le vendredi 13 avril au matin, le directeur du centre PTT-Télécommunications de Neuilly/Maillet a fait circuler une note expliquant que nous n'étions pas couverts par un préavis si nous voulions aller à

la manifestation de soutien aux sidérurgistes. En effet, celui déposé par la CFDT était refusé par le ministère, sous prétexte qu'il ne concernait pas un problème spécifique aux PTT.

Des comptes bons pour les entreprises

« Les chiffres prouvent que la rigueur a plus frappé en 1983 les ménages que les entreprises ». Cet euphémisme est le commentaire du journal pro-patronal *Les Echos*, à la publication des résultats provisoires des Comptes de la Nation pour 1983, par l'INSEE.

Le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 0,3 %. Une moyenne qui masque bien sûr des écarts considérables : d'après *Les Echos*, ce sont les gains des entrepreneurs individuels, les salaires nets et les prestations sociales qui ont subi une baisse sensible : c'est-à-dire les revenus de ceux qui ne vivent que de leur travail.

Et si la consommation a malgré tout augmenté de 0,9 %, ce n'est pas dans tous les domaines. Les ménages ont réduit leurs dépenses de produits manufacturés et de santé.

Par contre, les profits se portent bien. Les capitalistes ont réussi à rogner sur leurs coûts de production, et à diminuer la part des salaires bruts de 1,2 % en un an dans la valeur ajoutée de leurs marchandises. Et ainsi les entreprises voient leurs résultats « se redresser », comme disent les capitalistes.

Bref, pour les capitalistes, les choses ne vont pas si mal, sauf pour les investissements : ils ont diminué de 4 % en 1983 par rapport à 1982.

Grève des travailleurs de l'USP

A l'Ourcq, depuis jeudi dernier, les travailleurs de l'entreprise de nettoyage USP sont en grève et occupent les locaux. Ils réclament le maintien de la prime de productivité pour tous, qu'ils avaient obtenue à la suite d'une grève, et le retrait d'avertissements.

Le patron de l'USP a refusé de donner la prime, mais a accepté de retirer les avertissements.

Les camarades du nettoyage sont déterminés à faire céder leur patron sur la prime de productivité et donc à continuer la grève jusqu'à satisfaction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Réseau Est du 17/04/84.

COURRIER DES LECTEURS

On nous écrit de Blanche-Porte (Tourcoing)

Dans le service magasin de Blanche-Porte, six ouvriers sont embauchés comme stables sur une vingtaine ; les autres sont des intérimaires ou des « renforts » (personnel appelé uniquement en cas de besoin pour une durée limitée sous contrat).

Depuis six mois, les conditions de travail se dégradent. Les chefs font régulièrement pression pour que l'on augmente les cadences : c'est « tu bosses ou plus de contrat ». Les intérimaires et les stables voient leur salaire amputé chaque mois de 0,5 % (fonds de chômage) pour qu'ils soient payés en cas d'arrêt de travail dû par exemple aux grèves de l'EDF. Mais lors de la dernière grève EDF, au lieu d'être mis au chômage technique et d'être payé, on a dû travailler à la lampe de poche (fournie gracieusement par la maison) : nous ne connais-

sons pas la profondeur du fonds de chômage.

Alors, mercredi 4 avril, c'est le ras-le-bol. Une pétition, demandant une augmentation de 3 F de l'heure et signée par l'ensemble du service, est remise au responsable du service (l'ingénieur) pour être transmise à la direction.

La réponse de la direction : « D'accord pour discuter, mais avec les responsables du service, sans le personnel et les délégués ». De cette réunion, les responsables reviennent avec un « non » catégorique. La direction essaie de nous amadouer avec son éternelle rengaine de promesses de promotion et de stabilisation.

Notre réponse fut aussi catégorique : « Non, plus de promesses ».

Le vendredi 13 avril, les chefs se tenaient toujours sur leurs gardes. Ils savaient le nombre de fiches à sortir (c'est-à-

dire le travail à faire pour la journée), mais ils nous les donnaient au fur et à mesure, pour que nous ne nous rendions pas compte de la quantité de travail qu'il y avait à faire, ce qui nous aurait poussé au débrayage. Nous avons feint de marcher dans leurs combines et de laisser tomber nos revendications. Les chefs étaient rassurés. Et dans l'après-midi, nous avons « frappé » : débrayage surprise suivi de tous. Du coup, le chef de service a proposé une entrevue immédiate avec la direction et les délégués.

On ne sait pas ce qui va en ressortir à l'heure à laquelle nous écrivons ; mais nous sommes contents de nous être battus ensemble (intérimaires, renforts et stables) malgré tous les efforts de la direction pour nous diviser.

Pas question d'arriver en fin de contrat !

La « reconversion » à Pompey

A l'Assemblée nationale, parlant des restructurations industrielles, Mauroy a cité en exemple la reconversion sur le site de Pompey. Qu'en est-il en réalité ?

Le plan pour Pompey a été annoncé en 1982 et, pour l'instant, aucun emploi n'a encore été créé. Par contre 2 300 emplois doivent être supprimés d'ici 1986, et plus de mille emplois ont déjà été supprimés, par des pré-retraites mais aussi par des mutations : ainsi une vingtaine de travailleurs de Pompey ont été mutés il y a deux mois à Ugine-Aciers de Fos-sur-Mer. Une usine ultra-moderne, un emploi sûr, leur avait-on dit. Aujourd'hui Ugine-Aciers doit fermer avec le

nouveau plan acier.

Et en ce qui concerne les installations d'entreprises ? L'implantation d'une usine d'auto-radlos et une autre de boîtes à bolssons a été annoncée à grands coups de publicité en 1982. Pour l'une le bâtiment est à peine achevé, pour l'autre les travaux n'en sont qu'aux fondations.

Pour la formation, un centre a été installé. Une centaine de stagiaires y apprennent la mécanique ou l'électricité. Bonjour, les techniques de pointe !

A en croire Mauroy, Pompey est un modèle de la reconversion industrielle. Un sacré modèle !

Correspondant L.O.

CEPEM - Orléans

Licenciement pour les uns, baisse des salaires pour les autres

Après l'annonce de 600 licenciements le 22 mars, le Comité d'entreprise s'est réuni à nouveau le 29. L'après-midi, à la sortie de la normale (1 500 travailleurs sur 2 000 au total), les syndicats appelaient les travailleurs à se rendre en manifestation devant les bureaux de la direction, situés à un kilomètre et demi de l'usine principale. 400 travailleurs ont participé à ce rassemblement, qui s'est terminé par le blocage du carrefour le plus proche pendant un quart d'heure.

La direction a mis en place depuis le 3 avril une commission

pour discuter avec les syndicats de son plan dit social, c'est-à-dire des mesures d'accompagnement des licenciements : incitation aux départs volontaires, pré-retraites, etc. En fait, la direction s'en tient aux mesures qu'elle a annoncées. Les seuls efforts qu'elle fait sont pour les présenter autrement. Par exemple, elle avait proposé pour les immigrés une prime de retour de 10 000 F, en plus de tout ce qu'ils avaient à toucher comme indemnités de licenciement et autres. Maintenant, elle annonce 40 000 F minimum, mais en y incluant tout, ce qui revient au même, à 3 000 F près.

D'autre part, la direction a mis en place un « groupe de recherche d'emplois », qui est censé proposer des emplois aux futurs licenciés. Vu la situation de l'emploi dans la région, les quelques emplois proposés jusqu'ici par affichage dans les ateliers sont pour la plupart situés en dehors d'Orléans et très spécialisés. C'est ainsi que, dans les ateliers, nous sommes conviés à nous proposer pour un emploi de secrétaire trilingue !

Samedi 7 avril, lors de l'inauguration de la foire d'Orléans, 60 travailleurs de la CEPEM étaient présents. Ils ont eu droit à quelques paroles de la part des deux députés socialistes de l'agglomération, qui se sont ensuite empressés d'aller rejoindre les officiels : Douffiagues, le maire UDF d'Orléans, et Barrot, ancien ministre de Giscard. Les travailleurs, eux, n'ont pas pu rentrer, car ils étaient tenus à distance par un cordon de policiers.

Jeudi 12 avril, les syndicats appelaient de nouveau à un rassemblement, devant la préfecture cette fois, suivi d'une manifestation. Le matin même, les travailleurs avaient eu de nouvelles informations sur les mesures envisagées par la direction pour ceux qui ne seront pas licenciés : passage en équipe pour tout le monde le 1^{er} septembre, 35 heures sans compensation des heures en moins et suppression de la prime d'équipe. Cela ferait une perte de salaire de 300 F environ pour tous, et une perte supplémentaire de 300 F pour ceux qui travaillent déjà en équipe avec la prime. Aussi, parmi ces derniers plusieurs dizaines ont débrayé l'après-midi pour pouvoir participer au rassemblement devant la préfecture. Il y avait en tout 300 travailleurs. Et une manifestation a eu lieu ensuite dans les rues d'Orléans, une manifestation plutôt dynamique, où les slogans étaient repris avec force.

Vendredi 13 avril, un débrayage a eu lieu dans un des rares ateliers qui travaillent le vendredi (car le reste de l'usine est en chômage technique tous les vendredis). Sur 150 présents, 80 se sont retrouvés sur les pelouses pour discuter des mesures annoncées par le patron et des actions envisagées.

Dans la semaine du 16 au 20, des réunions d'information atelier par atelier seront organisées par les syndicats, et un débrayage est prévu sur l'ensemble de l'usine mercredi 25 avril.

Correspondant L.O.

CGCT - Paris XV^e

A bas les restructurations ! Non aux licenciements !

Au CEE du 19 avril, la direction de la CGCT doit annoncer 961 licenciements, dont 387 pré-retraites, la quasi-totalité touchant des salariés de la région parisienne.

CGCT a été pendant plus de 20 ans l'un des fleurons du trust américain de la téléphonie ITT. Pendant tout ce temps, syndicats et partis ont présenté le trust comme l'hydre à abattre et le responsable de tous les maux des travailleurs de la CGCT. La seule solution étant, disaient-ils, la nationalisation. Ce qui fut fait en juin 1982.

L'ITT avait néanmoins, devant une baisse des commandes de l'Etat, principal client, réduit ses effectifs en six ans de 12 000 à 6 000, par des primes au départ volontaire, des pré-retraites, sans compter les années de chômage partiel dans les usines.

Si de 1976 à 1982 le trust a essayé de tirer tout le profit possible sur le dos des salariés, le gouvernement a tout de même indemnisé de 250 millions de francs et a pris à sa charge le milliard de dettes qu'il lui laissait en prime.

Aujourd'hui donc c'est le gouvernement qui a décidé de continuer de faire le sale boulot. Il faut rendre l'entreprise rentable, voilà son objectif. Il s'est promis en deux ans de réduire les effectifs de deux mille salariés. Le premier dégraissage commencera à la rentrée des congés 1984, et cela jusqu'à la fin 1985.

A cette information, les 1 400



salariés de Vaugirard n'ont pas pris le coup de colère, à l'image des sidérurgistes. Les réflexions ne manquent pas sur les promesses de la protection de l'emploi grâce aux nationalisations, faites par les syndicats et les partis de gauche. La dernière promesse pour « sauver des emplois » est venue, il y a peu, du syndicat CFDT, qui a signé avec la direction un accord pour un passage aux 35 heures avec... perte de salaires de 3,2 % !

La direction, elle, cherche par sa hiérarchie à faire avaler aux salariés qu'il n'y aura pas de licenciements, mais des reclassements. C'est ainsi qu'elle pense avoir trouvé cent à cent cinquante postes aux PTT. Quant

aux 474 autres, elle a le culot d'écrire qu'elle s'adressera aux ANPE pour les trouver. C'est tout simplement se payer notre tête !

Il n'empêche que cette idée de reclassement laisse subsister le doute dans la tête de nombreux salariés.

Vendredi 13 avril, ce sont trois cents salariés qui ont participé à un débrayage d'information. Si la CGT y est allé de son couplet sur la casse de l'entreprise, sur ses solutions industrielles, la CFDT s'est dite timidement opposée à ces mesures. L'ensemble des syndicats ont affirmé leur intention de faire du 19 avril une journée d'action.

Correspondant L.O.

Rosny-sous-Bois : des parents occupent l'école

10 suppressions de postes d'instituteur du primaire, avec fermeture de classe, sont prévues à Rosny-sous-Bois, le rectorat n'ayant « plus de budget ».

A l'Ecole primaire Félix-Eboué, à cause d'une fermeture de classe, il faudra répartir 184 enfants dans 7 classes au lieu de 8.

En conservant 19 enfants dans les classes de Cours Préparatoire, cela fera une classe de CM1 et une classe de CM2 avec 35 élèves chacune (alors que la moyenne départementale est jusqu'à

présent de 26 !).

L'occupation totale de l'école (et reprise après les vacances de Pâques) par les parents avec le concours des enseignants, qui ont cessé les cours, rencontre un écho très favorable dans le quartier.

Une pétition a été lancée et, après différentes démarches auprès du Conseil municipal et de l'inspecteur de l'enseignement primaire, un rendez-vous a été pris avec l'inspecteur académique. A suivre donc.

Des parents de Rosny.

RENAULT-VÉHICULES INDUSTRIELS (Vénissieux) :

DANS
LES ENTREPRISES

Comment la direction essaie, sans succès, de faire partir les travailleurs



Le 22 février, manifestation auprès de la Direction générale pendant que se tenait le CCE annonçant les 3 750 suppressions d'emplois.

Le 22 février dernier, la direction de RVI annonçait officiellement son projet de suppressions de 3 750 emplois.

Elle comptait y parvenir en mettant de nouveau des travailleurs en préretraite, cette fois-ci à 55 ans (ce sera la 4^e vague de préretraites) et en offrant un certain nombre de possibilités aux travailleurs voulant partir volontairement : « Aide à la réinsertion dans le pays d'origine » pour les travailleurs immigrés, soit une somme forfaitaire de 60.000 F, accompagnée d'une prise en charge des frais de déménagement pouvant aller jusqu'à 10.000 F ; et « aide à la reconversion » pour les autres travailleurs : travail à temps partiel, congés sans solde, formations pour une reconversion dans le groupe Renault, aide à la mobilité géographique, aide à la création d'entreprise et allocation de reconversion pour « la réalisation d'un projet individuel hors du groupe Renault ». Pour un ATAM ayant 12 ans d'ancienneté, cette allocation serait de l'ordre de 87.000 F.

Toutes ces mesures cependant ne s'appliquent pas aux travailleurs ayant moins de 5 ans d'ancienneté, et la direction refuse le départ des travailleurs qualifiés dont elle a besoin. Pour les autres, ils ont jusqu'au 31 mai pour se décider.

Cependant, alors que beaucoup de travailleurs semblaient intéressés avant l'annonce officielle des mesures, maintenant qu'ils ont fait leurs comptes, la plupart ont changé d'avis. Et la direction a l'air d'avoir bien du mal à trouver les 3 750 volontaires au départ. D'après certaines informations non officielles, trente personnes seulement auraient signé à Vénissieux leur démission, trois à Feuillat et quelques-unes à l'usine Ponts. Si l'ordre de

grandeur est le même dans les autres usines du groupe, c'est loin de faire le compte !

C'est vrai que, dans la période actuelle, personne n'a envie de partir sans avoir ses arrières assurés. Et cela d'autant plus que la direction reste dans le vague pour beaucoup de choses.

LA DIRECTION CULTIVE L'IMPRÉCISION

La convention avec le Fonds national de l'emploi pour les départs en préretraite à 55 ans n'est toujours pas signée et on ne sait pas dans quelles conditions les départs se feront.

Quand des travailleurs ou des délégués demandent des précisions sur telle ou telle mesure, souvent on les renvoie de bureau en bureau, et personne n'est au courant pour les renseigner. Les travailleurs touchant l'allocation de reconversion auront-ils droit aux indemnités de chômage s'ils ne trouvent pas de travail ailleurs ? Impossible de le savoir. La direction du personnel répond qu'il ne faut pas partir sans avoir un travail en vue. Mais si quelqu'un veut signer sa démission sans avoir de projet, on ne l'en empêchera pas, ou bien son projet peut ne pas marcher. Dans ce cas, que touchera-t-il ?

Suivant le secteur où on est, on n'obtient pas les mêmes réponses de la direction. Et les bruits les plus divers courent dans l'usine, comme par exemple le fait que ceux qui partiraient ne bénéficieraient plus de l'APL.

Le résultat, c'est que des travailleurs immigrés qui avaient signé leur démission voudraient reprendre leur signature parce que les mesures ne sont pas ce qu'ils croyaient. Mais la direction ne veut rien savoir.

DES PRESSIONS MULTIPLES

Alors, comme le mouvement de départ ne semble pas très spontané, la direction fait exercer toutes sortes de pressions par maîtrise interposée.

Des travailleurs immigrés ont droit régulièrement à des réflexions de leur chef du genre : « Tu es encore là ? Tu n'es pas encore rentré chez toi ? ». Et d'une manière générale, tous les ouvriers malades, ou qui ont du mal à faire leur production, ou un peu trop remuants subissent des pressions : « C'est ta dernière chance, après ce sera la porte, et sans rien ».

Cependant, comme même les pressions ne suffisent pas, les chefs ont pour consigne de « dégoûter les gens pour les faire partir ».

Comment ? Par exemple en généralisant le travail en équipe et en laissant entendre à ceux qui refusent qu'on n'aura rien d'autre à leur proposer, même s'ils invoquent des raisons de santé ou de famille.

Et puis on mute dans tous les sens. Non seulement à l'intérieur de l'entreprise, mais entre usines. Des ouvriers de Vénissieux et Saint-Priest vont tous les jours travailler à Bourg et Annonay, et des déplacements leur sont proposés à Blainville... pendant que des ouvriers de Bourg viennent travailler à Vénissieux.

Ceux qui refusent les mutations risquent de se retrouver sans travail. Ainsi pour les « excédentaires » du Montage camions : les lignes de montage ayant été transférées à Bourg, une partie des ouvriers ont été reclassés dans d'autres secteurs. Mais d'autres ne l'ont pas été. On leur a alors proposé des mutations ou des « prêts » dans d'autres usines du groupe, que certains ont refusés. A ceux-là

on a dit alors de se trouver du travail eux-mêmes à Vénissieux. Et on les envoie aller trouver la hiérarchie de tel ou tel secteur pour demander si on n'aurait pas besoin d'eux !

LES SYNDICATS LAISSENT LES TRAVAILLEURS ISOLÉS

Les travailleurs sont dans l'incertitude, et les délégués autant qu'eux. Les directions syndicales ont-elles plus de renseignements ? On l'ignore.

La position officielle de la direction CGT est qu'il faut sauver le site de Vénissieux et reconquérir le marché du poids lourd français. Elle est contre les suppressions d'emplois. La direction de la CFDT aussi, et elle préconise les 35 heures avec maintien du pouvoir d'achat pour les bas salaires. L'une et l'autre disent qu'il ne faut pas partir.

Mais les syndicats n'ont jamais sorti de tract, dont ils ne sont pourtant pas avares, pour dénoncer les bruits qui courent et mettre par écrit ce qu'ils disent oralement. Ils ne font rien pour éclaircir la situation et organiser les travailleurs face aux multiples pressions qu'ils subissent.

Il a fallu de nombreuses interventions de travailleurs immigrés pour que la CGT se décide à faire organiser des réunions de la commission immigrés CGT. Là, la CGT a dit qu'il ne fallait pas partir, qu'ils toucheraient autant en étant licenciés qu'en partant volontairement. Cependant, la CGT sera avec ceux qui voudront partir pour qu'ils le fassent dans les meilleures conditions... mais les responsables CGT n'ont pas été capables de leur fournir les renseignements qu'ils souhaitaient avoir.

En fait, c'est comme si les syndicats se sentaient gênés de dénoncer cette opération de suppressions

d'emplois : ils critiquent la direction qui dégraisse, ils critiquent sa gestion, mais ils n'osent pas dénoncer le gouvernement, qui doit pourtant bien être pour quelque chose dans cette opération concernant une entreprise nationalisée !

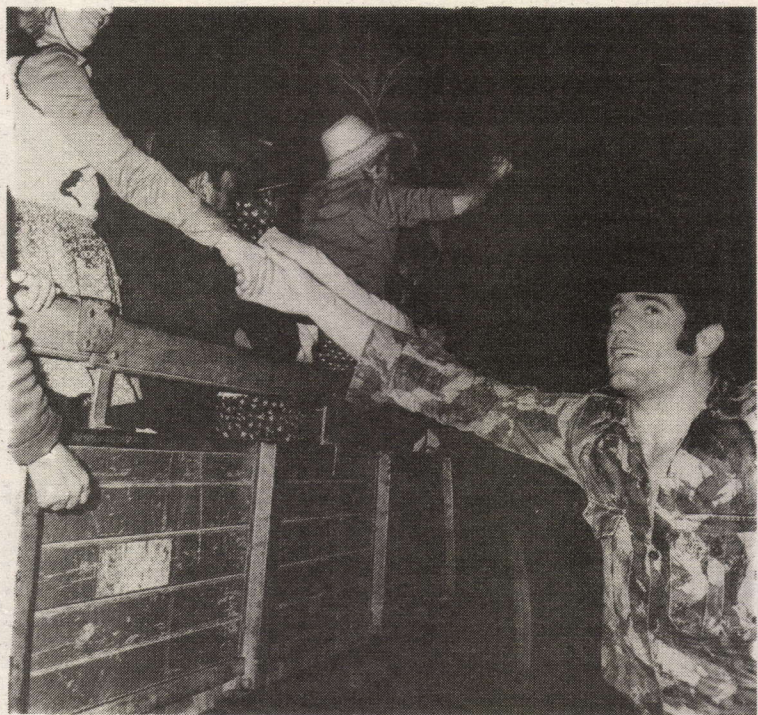
Ils disent aux travailleurs de rester pour la sauvegarde du poids lourd français, mais pas parce qu'ils vont se faire avoir s'ils s'en vont. Et pendant que les syndicats donnent des conseils à la direction sur la meilleure façon de remonter son entreprise, les travailleurs se retrouvent isolés dans leurs ateliers face à leur maîtrise.

LA DIRECTION N'EST PAS ENCORE ARRIVÉE À SES FINS

Le zèle déployé par certains chefs pour appliquer les consignes de la direction vient sans doute de la peur qu'ils ont eux aussi d'être licenciés, puisqu'il devra y avoir une certaine proportion de chefs parmi ceux qui s'en iront. Et certains d'entre eux risquent d'avoir bien du mal à retrouver du travail, vu ce qu'ils savent faire. Ils sont d'ailleurs déjà en surplus : au mois de mars, les travailleurs d'une équipe du montage des ponts ont tous débrayé pour protester parce qu'on voulait leur mettre deux chefs de plus. Ils trouvaient qu'ils en avaient déjà bien assez, d'autant plus qu'ils subissaient toutes sortes de pressions pour leur faire accepter des mutations dans d'autres secteurs et d'autres usines.

Cependant, tout le zèle déployé par les chefs n'a eu jusqu'à présent qu'un effet très limité et on se demande quelles inventions va encore devoir trouver la direction pour arriver à diminuer les effectifs comme elle le voudrait.

Correspondant LO



(FOTOLIB)

UNE DICTATURE ENFERMÉE DANS DES GUERRES COLONIALES

A l'origine de la chute de la dictature de Salazar-Caetano, il y avait les guerres coloniales : car le Portugal, petit pays de 10 millions d'habitants, pauvre de surcroît, était le dernier des pays européens à s'accrocher à ce qui restait de son empire colonial, c'est-à-dire essentiellement ses anciennes colonies d'Afrique : l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau.

Et depuis 1961 en Angola, 1963 en Guinée et 1964 au Mozambique, les troupes portugaises avaient à faire face à de puissants mouvements de guérilla nationalistes qu'elles étaient incapables de vaincre et devant lesquels elles ne cessaient de perdre du terrain.

Les troupes portugaises avaient échoué, comme avaient déjà échoué les troupes de l'impérialisme français en Indochine et en Algérie. Et comme en France au milieu des années 1950, c'est la nécessité de décoloniser qui a provoqué une crise politique dans la métropole.

Pour une large fraction de la bourgeoisie portugaise, la solution en Afrique était politique et non plus seulement militaire. Le colonialisme avait fait son temps. Et si la guerre avait contribué au moins au début à développer les affaires de la bourgeoisie, l'enlisement finissait par nuire à ses intérêts.

Les officiers, de leur côté, étaient bien placés pour comprendre qu'aucune solution militaire aux guerres n'était en vue, alors qu'à l'inverse les désertions se multipliaient, la jeunesse portugaise refusant de plus en plus d'être appelée pour aller se faire tuer en Afrique.

Dès lors se trouvait posé, pour des cercles de plus en plus larges de la bourgeoisie, le problème du remplacement de la dictature par un régime capable de résoudre ces ques-

tions sur lesquelles la dictature sclérosée de Caetano se révélait incapable d'initiative politique.

VERS LA CHUTE DE LA DICTATURE

Tant chez les officiers qu'au sein de la bourgeoisie portugaise, il y avait donc la volonté d'en finir avec le régime de l'immobilisme. Et pour les officiers comme pour la bourgeoisie, la solution de remplacement était conçue comme devant être une démocratie parlementaire.

Ce n'est pas par hasard si l'initiative du coup d'Etat militaire était revenue à un mouvement d'officiers et sous-officiers, et non à des officiers supérieurs : l'armée portugaise est celle d'un pays pauvre, où elle représente un débouché pour nombre de petits-bourgeois. Et, pour cette petite-bourgeoisie, les raisons de vouloir en finir avec la dictature de Caetano ne se limitaient pas aux guerres coloniales. Au sortir d'un demi-siècle de dictature, le Portugal était toujours un pays arriéré, engoncé dans l'archaïsme de ses structures : à la campagne, surtout dans le sud du pays, la plus grande partie des terres étaient aux mains de quelques grands propriétaires, tandis que quelques familles, à la tête de trusts, détenaient la majeure partie des richesses du pays, profitant essentiellement du commerce entre le Portugal et ses anciennes colonies. Et la petite-bourgeoisie portugaise, comme celle de bien des pays pauvres, aspirait à un régime capable d'assurer le développement du pays, de modifier les structures agraires, de faire échapper la gestion de l'économie nationale aux intérêts de quelques particuliers.

LA DIFFICILE TRANSITION VERS UNE DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

Le 25 avril 1974 la dictature de Caetano s'effondra sans gloire. La dictature n'avait pas

● C'était il y a dix ans, le 25 avril 1974 : la dictature de Caetano s'écroulait au Portugal. Caetano, le dictateur successeur de Salazar, était renversé par un coup d'Etat militaire dont le général Spínola était l'inspirateur et l'instigateur.

Le renversement de la dictature impitoyable qui régnait sur le Portugal depuis 48 ans suscita de grands mouvements d'espoir et d'enthousiasme dans la population.

Pour donner une réponse à cet élan populaire, la nouvelle junte militaire prit un certain nombre de mesures. La police politique, la PIDE, responsable d'arrestations, de tortures, d'un véritable quadrillage de la population, fut dissoute. Le parti gouvernemental, seul autorisé sous la dictature, fut aussi dissous. Les prisonniers politiques furent libérés. On promit des élections générales dans un délai bref. Les émigrés politiques purent rentrer.

Par ces gestes, le nouveau pouvoir gagna en quelques heures son crédit auprès des classes populaires.

Mais sur le plan politique, tout ne faisait que commencer. Le problème des militaires portugais qui

trouvèrent un fusil pour la défense, et la PIDE, la sinistre police politique, avait été rapidement neutralisée, ses membres étant emprisonnés dans leurs propres prisons.

Le mouvement des capitaines, le MFA, détenait la réalité du pouvoir, et quelques généraux acceptèrent de le cautionner vis-à-vis de la grande bourgeoisie : le 25 mai 1974, le général Spínola, destitué quelques semaines plus tôt pour ses prises de position publiques en faveur de l'autodétermination des peuples des colonies africaines, était désigné comme président de la République à titre provisoire, des élections constituentes devant être organisées dans un délai d'un an.

Dans l'esprit des initiateurs du coup d'Etat, ce délai devait permettre l'émergence des partis politiques nécessaires au fonctionnement d'une démocratie parlementaire. Et leurs craintes de voir la classe ouvrière portugaise s'engouffrer dans la brèche ouverte par la chute de la dictature se traduisirent dans la composition du premier gouvernement provisoire, où prirent place des ministres communistes. C'était la première fois, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, que le gouvernement d'un pays occidental avait dans son sein des ministres communistes. En fait le Parti Communiste, qui sortait de la clandestinité, était le seul parti qui avait eu une existence réelle sous la dictature, et il était implanté à la fois dans la classe ouvrière urbaine et chez les travailleurs agricoles du sud du pays. Et les raisons du choix du MFA de s'appuyer sur le Parti Communiste furent confirmées par la capacité de

ce parti à canaliser les espoirs qui s'exprimèrent dans la vague revendicative qui suivit les événements du 25 avril, et surtout à éviter que la classe ouvrière n'intervienne avec ses propres revendications avant que la démocratie parlementaire puisse être mise en place.

En dehors du Parti Communiste, d'autres partis se constituèrent. Et avant tout le Parti Socialiste, dont au début l'existence se réduisait à son état-major, aussitôt intégré au gouvernement provisoire. Quelques autres partis se constituèrent, tels le Parti Social-Démocrate (PSD), les démocrates-chrétiens (CDS). Mais la droite portugaise, dont le personnel politique s'était discrédité sous le régime de Salazar-Caetano, ne parvint pas immédiatement à retrouver l'assise électorale qui lui aurait été nécessaire pour jouer d'emblée un rôle de premier plan.

Sitôt la dictature de Caetano renversée, les travailleurs portugais affluèrent vers le mouvement syndical. Un vent de liberté soufflait, à l'ombre bienveillante et protectrice du MFA, qui se faisait acclamer de meeting en meeting. Dans les entreprises les travailleurs rattrapèrent le temps perdu, multipliant les mouvements revendicatifs, souvent avec succès.

Dès le mois de septembre, ce mouvement gagna les campagnes où, dans le Sud, des travailleurs agricoles réalisèrent à leur manière la réforme agraire en occupant les terres de grands domaines.

Et ce mouvement contestataire gagna l'armée elle-même, où les soldats voulurent avoir leur mot à dire sur le choix de leurs officiers.

Dès le mois de juillet, le

venaient de faire la « révolution des oeilletons » était d'assurer la stabilité politique dans un Portugal pauvre dénué d'institutions parlementaires, où les partis, les syndicats avaient été interdits et réprimés pendant des décennies, et confronté au problème de liquider la guerre coloniale avec le Mozambique et l'Angola.

C'était aussi le problème des hommes politiques civils, qui entendaient mettre en place un régime de type démocratique semblable au régime des autres pays européens.

C'était bien sûr en réalité le souci de toute la bourgeoisie portugaise qui craignait de voir cette période de transition entraîner des mouvements sociaux importants.

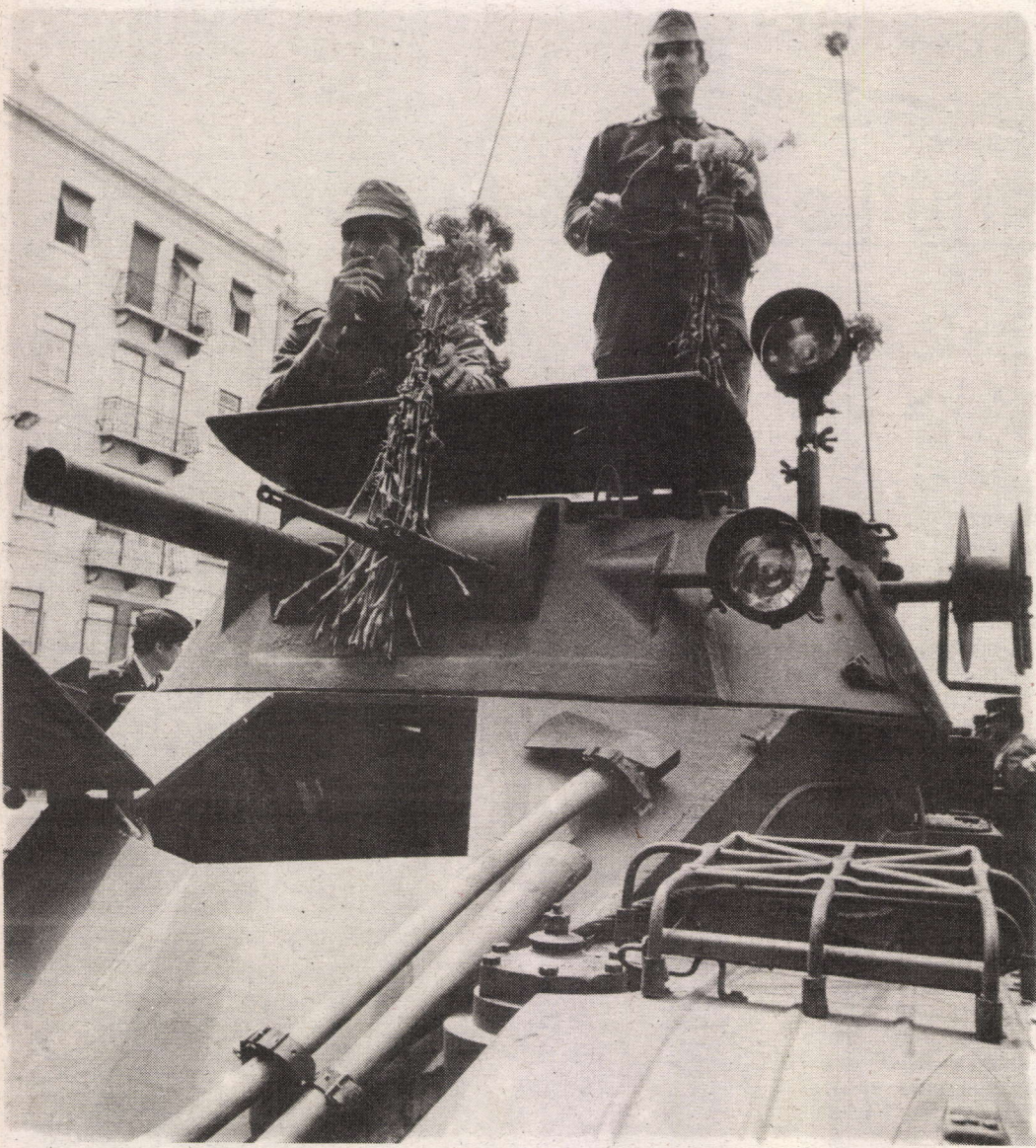
Au fil des mois, voire des premières années qui suivirent, au travers de crises politiques plus ou moins spectaculaires, la transition de la dictature au régime parlementaire s'opéra. Depuis, les militaires ont cédé la place aux civils. Les partis de gauche et de droite alternent au gouvernement pour mener la politique de la bourgeoisie portugaise. Et dans ce pays pauvre, durement touché par la crise, les oeilletons d'il y a dix ans sont bel et bien fanés.

général Spínola entama une épreuve de force avec le MFA, en tentant d'avancer la date des élections présidentielles, à la fois pour dévier l'agitation sur un terrain électoral et parce qu'une élection immédiate aurait pu lui donner l'autorité nécessaire pour faire pièce au MFA. Sa tentative fut un échec, et le MFA remplaça le Premier ministre par le colonel Vasco Gonçalves. Dans le même temps, et pour prévenir toute tentative de coup de force, le MFA concentra ses troupes dans le Commando Opérationnel du Continent, le COPCON, dont la direction fut confiée à un membre du MFA, Otelo de Carvalho, promu amiral par ses pairs peu auparavant.

L'épreuve de force s'acheva par la démission du général Spínola, le 30 septembre. Il fut remplacé à la présidence de la République par un autre général de longue date, le général Costa-Gomez. Une nouvelle tentative de Spínola, un coup d'Etat militaire cette fois, se solda par un échec en mars 1975. Spínola s'enfuit du Portugal.

L'ÉCLATEMENT DU MFA

La position du MFA sortait renforcée. En même temps, les difficultés qu'il rencontrait et qu'il tentait de surmonter au coup par coup l'amènèrent à prendre des mesures radicales. Face à la fuite des capitaux engendrée par la crainte des possédants devant les vagues de grèves et l'agitation, fuite qui menaçait de dégénérer en crise grave, il décréta la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances, ce qui mettait dans les mains de l'Etat le contrôle de toute l'économie. Dans les campagnes, principalement dans l'Alentejo,



(SIPA)

face à la « grève » des récoltes des grands propriétaires, il décida de couvrir les occupations de terres qui se multipliaient. Le pays semblait en pleine ébullition.

Mais pour pouvoir freiner le mouvement social et assurer la transition de la dictature à la démocratie parlementaire, la question qui se posait aux yeux de bien des officiers, c'était d'abord de rétablir la discipline dans l'armée, faute de quoi le MFA était condamné à la paralysie.

Cette fois, l'initiative vint du Parti Socialiste, grand vainqueur des élections constitutives d'avril 1975. Face au courant qui, au sein du MFA, était partisan de poursuivre dans un sens plus radical les mesures déjà prises, courant dont le chef du COPCON était le porte-parole, le Parti Socialiste choisit délibérément de jouer le rôle de parti de l'ordre, s'appuyant sur les aspirations des couches les plus réactionnaires de la société portugaise et sur les craintes de la petite paysannerie du Nord. En juillet 1975, le Parti Socialiste quitta le gouvernement et rompit avec le MFA, provoquant l'éclatement au grand jour des dissensions qui existaient en son sein.

DE LA REPRISE EN MAIN DE L'ARMÉE...

De juillet à novembre 1975, la situation politique fut des plus confuses. Les dissensions qui avaient éclaté au sein du MFA entre les « radicaux », dont le chef de file était Otelo de Carvalho, et les « modérés » de Melo Antunes, achevèrent de paralyser l'armée.

Des crises, entre le Parti Socialiste et le Parti Commu-

niste d'une part, entre les différentes fractions militaires d'autre part, et aussi entre le gouvernement et l'armée, se succédèrent. Par exemple, lorsque les travailleurs du bâtiment, en grève, cernèrent le palais de l'Assemblée constituante et celui du gouvernement. Dès le lendemain, ils obtenaient des augmentations de salaire de 40 %. Le gouvernement n'avait pu se faire délivrer par aucune force armée, certains régiments menaçant même de marcher contre ceux qui auraient essayé...

Mais à aucun moment la classe ouvrière n'intervint politiquement pour son propre compte dans les événements. Les travailleurs étaient divisés par les combats, souvent violents, que se livraient les Partis Communiste et Socialiste. Et chacun de ces deux grands partis qui se partageaient l'audience de la classe ouvrière avait choisi de se mettre à la remorque d'une des fractions du MFA : le PC soutenant Otelo de Carvalho et le PS appuyant Melo Antunes. Quant à l'extrême-gauche, bien que disposant d'une influence non négligeable dans la classe ouvrière, il faut bien dire qu'elle fit elle aussi les mêmes choix.

Aussi lorsque, le 25 novembre 1975, les parachutistes du régiment de Tancos s'insurgèrent contre la décision de relever Otelo de Carvalho du commandement du COPCON, ils restèrent isolés, personne, Carvalho y compris, n'élevant la voix pour les soutenir. Sans perspectives politiques, ils finirent par se rendre aux commandos d'Amadora envoyés contre eux, et qui n'étaient pourtant pas supérieurs en nombre.

L'échec du soulèvement des

parachutistes de Tancos fut l'occasion de la reprise en main de l'armée par le commandement. Le COPCON fut directement rattaché à l'état-major général, cependant que son chef était rétrogradé à son ancien grade de major, une trentaine d'officiers étant arrêtés. En janvier 1976, le général Eanes, futur président de la République, présenta un projet qui allait amputer les effectifs de l'armée de 40 %.

En ce début 1976, la réforme agraire fut elle-même remise en cause, en commençant par limiter strictement les expropriations de grands propriétaires. La police fit à nouveau usage de ses armes pour réprimer les manifestations, faisant 3 morts à Porto et 1 à Lisbonne au début de janvier 1976.

... AU SYSTÈME PARLEMENTAIRE

Dans le même temps, la mise en place du régime parlementaire s'accéléra. Le MFA, qui s'était placé l'année précédente en dehors des délibérations de l'Assemblée constituante en s'institutionnalisant en Conseil de la Révolution, fut mis en retrait. Le Conseil de la Révolution ne conserva plus qu'un droit de veto sur les mesures considérées comme essentielles, avant de devoir disparaître au bout d'une période de quatre ans (sa disparition sera effective en 1982).

Peu après la promulgation de la nouvelle Constitution, les élections à l'Assemblée législative confirmèrent le Parti Socialiste comme parti majoritaire. Peu après, le général Eanes, le candidat soutenu par le Parti Socialiste, fut élu président de la République. La vie politique portugaise prit un tour purement parlementaire.

Les socialistes au service de la bourgeoisie portugaise

Pendant les deux années qui ont suivi la « révolution des œillets », le Parti Socialiste et le Parti Communiste, en participant aux gouvernements dirigés par les militaires, ont contribué à endiguer l'élan populaire et à rétablir l'ordre.

Les élections législatives d'avril 1976 donnaient une majorité à la gauche, mais le socialiste Soares, appelé par le nouveau président, le général Eanes, à former le premier gouvernement civil du pays, refusait d'associer les communistes au gouvernement.

Après deux ans d'une politique de droite, Soares laissait la place aux partis de droite eux-mêmes, qui continuèrent à revenir sur les mesures adoptées après le 25 avril 1974. Par exemple, 280 000 hectares de terres étaient rendues à leurs propriétaires, les hôpitaux et les écoles étaient rendus à l'Eglise

(qui avait été expropriée en mars 1975).

Après la démission du gouvernement de droite, le président Eanes annonçait la dissolution de l'Assemblée en janvier 1983. Les élections législatives du 25 avril de l'année dernière donnaient la victoire à la gauche. Mario Soares, appelé à nouveau à former le gouvernement, associait des représentants du SPD, un parti appartenant à l'ancienne coalition de droite, pour appliquer une politique d'austérité : blocage des salaires, dénationalisation du secteur bancaire, des assurances et de plusieurs secteurs industriels, possibilité pour les chefs d'entreprises de recourir « dans les cas extrêmes » à des licenciements collectifs. Bref, au Portugal comme ailleurs, le but des socialistes est de faire payer l'austérité aux travailleurs.



Mario Soares auprès du général-président Eanes.

Un élan populaire endigué par les partis réformistes (FOTOLIB)



La crise mondiale s'est traduite au Portugal par une détérioration rapide du niveau de vie de la population. L'inflation, qui atteignait 22 % en 1982, est passée à 33 % en 1983. Comme dans tous les pays pauvres, la dette extérieure du pays pèse de plus en plus sur la vie économique. Elle a atteint les

12 milliards de dollars en 1982, et le paiement des intérêts de cette dette était évalué à 1.300 dollars par habitant, l'un des taux les plus élevés du monde. Cet endettement lui a valu de se voir imposer un plan d'austérité par le FMI : c'est ce plan que le gouvernement socialiste est en train de mettre en œuvre.

RNUR Département 49

LEVER - HAUBOURDIN (Nord)

Echec à l'arbitraire

Le 4 avril un ouvrier de l'usine était accusé de vol par un agent de maîtrise qui s'occupe de la surveillance : il l'avait surpris dans le vestiaire avec deux flacons de Sun à la main.

Malgré les dires de l'ouvrier, qui affirmait les avoir trouvés dans le vestiaire et seulement ramassés pour les enlever du passage, il lui a été interdit de remettre les pieds à l'usine, mais son salaire a été maintenu.

Dans la semaine suivante, nous avons débrayé à plusieurs centaines, à deux reprises, pendant une ou deux heures, pour le soutenir lors des entrevues avec la direction.

La direction ne l'accusait pas de vol, mais maintenait sa mise à pied. Ce n'est que le samedi 14 qu'il recevra une lettre recommandée signifiant son licenciement.

Déjà, dans l'usine, l'indignation était grande, et même de nombreux employés des bureaux regrettaient que les délégués ne soient pas passés les faire débrayer avec les ateliers.

Lundi, donc, dès la première

équipe, à 3 h 30, quasiment personne n'est entré au travail, pas plus les ouvriers que les employés. Et même de nombreux agents de maîtrise et quelques cadres affirmaient leur opposition à ce licenciement abusif — sans preuves — et restaient devant l'usine avec le reste du personnel.

Nous étions nombreux aussi à vouloir donner une bonne leçon à l'agent de maîtrise à l'origine de l'affaire, qui est particulièrement mal vu, et mal placé pour jouer les redresseurs de torts. Une telle solidarité ne s'était jamais vue — 90 % de l'entreprise en grève — ni pour d'autres licenciements, ni même en 1973, lors de la dernière grande grève. Et tout le monde dehors sentait la détermination se renforcer.

Cela a dû faire réfléchir la direction. Elle a réintégré ce camarade et ramené la sanction à quatre jours de mise à pied non payés, déjà effectués.

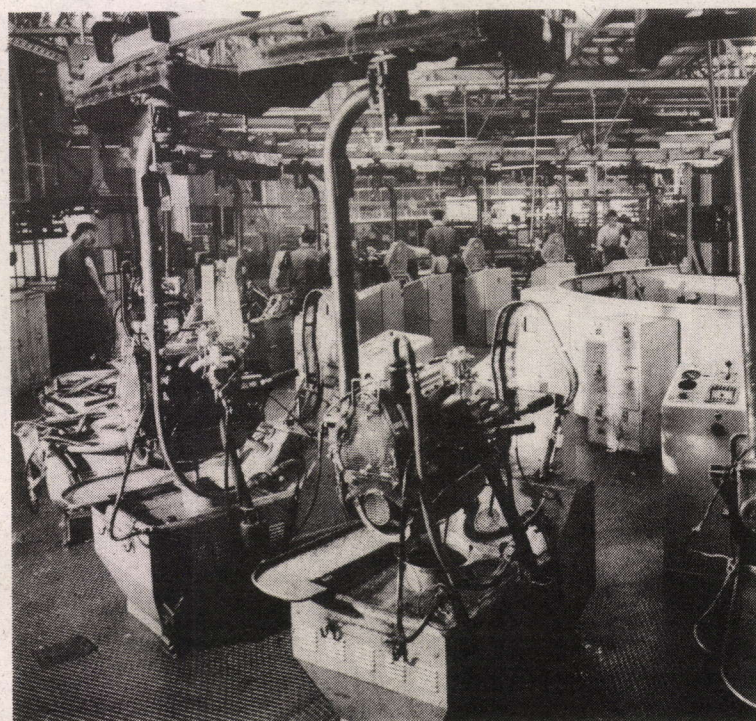
C'est une victoire ! Et on en est pas près d'oublier la force qu'on avait tous ensemble pendant cette journée.

Correspondant LO

Les salaires ça ne va pas

Au Département 49, à la salle d'Essais-Moteurs, une trentaine de travailleurs se sont mis en grève à partir du mercredi 11 avril. Cet atelier est composé de professionnels et fonctionne en trois équipes. D'emblée la grève a été totale et ces camarades réclamaient, à la suite de ceux du CTR de Rueil qui avaient fait grève quelques jours auparavant, une prime de nuisance de 500 F, une revalorisation des coefficients, le passage immédiat à l'indice maxi de leur catégorie, des stages, ainsi que l'embauche de nouveaux travailleurs. Ils ont repris lundi 16 avril au soir, après avoir obtenu le passage de leur prime de nuisance de 120 à 240 F ainsi qu'un calendrier pour les passages de P1 à P2, de P2 à P3 et au-delà.

Cette grève s'inscrit dans un climat de mécontentement contre la politique salariale de la Régie, qui s'est déjà manifesté à deux occasions auparavant dans le département. Tout d'abord, lors du débrayage appelé par les syndicats le mardi 27 mars, où la plupart des 350 ouvriers présents avaient quitté leur poste. En effet les 3,5 % étalés tout au long de l'année pour 1984 étaient jugés par tous tout à fait insuffisants. Ensuite, ceux



de la chaîne Moteurs ont encore débrayé le lundi 2 avril — ils étaient les seuls, avec les Boîtes de vitesse, à travailler ce jour-là, où le reste du département était en chômage — pour réclamer une prime de 600 F, le quart d'heure de douche payé, le passage aux coefficients supérieurs et l'augmentation des effectifs. La direction n'a rien cédé.

Certes, tous ces mouvements, qui témoignent du ras-le-bol vis-à-vis de la politique salariale de la Régie, n'ont été jusque-là que des mouvements dispersés, voire limités, du moins en ce qui concerne la grève de la salle d'Essais. Mais le mécontentement demeure et c'est une affaire à suivre.

Correspondant LO

CHRU (Clermont-Ferrand)

Un service hospitalier à la pointe des escaliers

Un service hospitalier sur deux niveaux, cela n'a rien d'original. Mais quand ledit service n'est pas pourvu d'ascenseur, là, ça devient corsé.

Le pavillon en question, Villemin-Pasteur, est un service de médecine où il y a bon nombre de personnes âgées et peu valides, ainsi que des grabataires.

Déjà pour transporter d'un étage à l'autre les gamelles de repas et le matériel, cela pose problème. Mais quand il faut un brancard pour les radios, les transferts ou les consultations, par exemple, il ne reste plus qu'à chercher dans les différents services des hommes — forts de préférence — pour descendre ou monter le malade par l'escalier sur un brancard à bras ! Une fois déjà, sous le poids d'un malade, un brancard a cédé.

Depuis longtemps déjà, il était prévu de transférer ce service à l'intérieur de l'Hôtel-Dieu, où certains services sont

vides. Mais, faute de crédits, les travaux de rénovation envisagés ont été stoppés, et depuis nous n'en entendons plus parler.

SERA-T-IL DÉPASSÉ AVANT D'AVOIR FONCTIONNÉ ?

Le CHU de Clermont-Ferrand fait partie de ces centres hospitaliers qui viennent d'être dotés de « scanners corps entier ». Jusque-là il y en avait un pour le crâne seulement.

On pourrait penser que les malades vont pouvoir se dispenser de faire le voyage à Dijon, Lyon ou Montpellier pour les scanners abdominaux. Qu'ils ne se réjouissent pas trop vite. Le scanner est bien arrivé au CHU, mais ce n'est pour l'heure qu'un colis bien embarrassant, puisqu'il n'a pas été accompagné... par le personnel nécessaire pour le faire fonctionner.

On attend peut-être d'autres progrès de la technique ?

TELECOM (Montpellier)

En avant vers l'unanimité

A la direction régionale des Télécoms de Montpellier, les dirigeants de la CGT ont innové, cette année : ils ont envoyé à chaque syndiqué sa carte d'adhérent avant la réunion traditionnelle de remise des cartes.

Pas à tous, en fait, puisqu'ils ont « oublié » un militant CGT connu pour être un militant de Lutte Ouvrière. Ils lui reprochent ses critiques de la politique du gouvernement et de celle de la CGT.

Mais, ne pensant apparemment pas que leurs arguments soient très convaincants, ils n'ont organisé aucune réunion des syndiqués pour prendre une telle décision.

Pendant trois mois, les dirigeants de la CGT se sont défilés. Et quand ce camarade a demandé pourquoi il ne recevait plus de convocations et pour quelles raisons il n'avait pas sa carte, un responsable lui a répondu : « Tu n'as plus à être informé, puisque tu n'as plus ta carte ». Logique, non ? Les responsables, par deux

fois, l'ont empêché, manu militari, d'assister à une réunion.

Puis ils ont fait circuler une lettre et une pétition demandant l'exclusion. Mais plusieurs syndiqués, dont bien sûr le principal intéressé, n'en ont pas vu la couleur.

Ensuite, ils ont assemblé un dossier de trente-trois pages, remontant jusqu'en 1977, qui tente de justifier l'exclusion. Certains travailleurs de la DRT se demandent si la CGT, en ces temps d'attaques contre les travailleurs, n'a pas de choses plus utiles à faire...

Ce dossier réunit surtout des extraits du bulletin Lutte Ouvrière qui, avant même l'élection de Mitterrand, mettait en garde les travailleurs contre les illusions dans la politique de la gauche au gouvernement.

Sur la trentaine de syndiqués, onze ont demandé une réunion en signant une pétition. Mais il aura fallu une lettre ouverte affichée dans l'entreprise pour que les dirigeants du syndicat se décident

enfin à organiser cette réunion.

Plusieurs travailleurs y sont venus. Ils sont entrés dans la salle, malgré l'opposition des deux permanents départementaux qui s'étaient déplacés pour l'occasion. Ils leur ont dit, à deux doigts de la moustache, ce qu'ils pensaient de leurs méthodes.

Ni très à l'aise, ni très fiers, les dirigeants n'ont pas voulu commencer la réunion en présence de tout le monde.

Au cours de la réunion plusieurs accusations fantaisistes sont tombées à l'eau. Malgré le vote en faveur de l'exclusion, ce n'était pas le sourire dans le camp des « vainqueurs ».

En tout cas, à la DRT, on n'a jamais vu les dirigeants de la CGT se démenier autant que depuis qu'il s'est agi d'exclure un opposant à leur politique.

S'ils continuent à être aussi actifs, ils vont se retrouver tout seuls dans leurs bureaux. Ils auront ainsi tranquillité et... unanimité

Correspondant LO

Sacilor

Après le 13 avril

A Sacilor, toute la mobilisation qui avait été faite autour de la montée sur Paris le 13 avril a entraîné une certaine désillusion au retour de la manifestation.

Plus de trois mille travailleurs ont participé à cette journée : cinquante bus rien que sur l'usine de Gandrange-Rombas, sans compter les trains spéciaux depuis Metz et Thionville. C'était une caravane de bus qui se suivaient sur l'autoroute (250 pour toute la région).

Et le fait de se retrouver si nombreux dans Paris était encourageant. Dans le cortège, les applaudissements suscités par notre passage nous remontaient le moral.

Mais dans certains bus, le retour a été plutôt houleux : les travailleurs étaient déçus. Déçus d'avoir marché pendant 12 km dans des quartiers périphériques étroitement encadrés par les rangées du service d'ordre. Déçus aussi de voir la manifestation se terminer de cette façon : la fin du cortège

n'était pas encore arrivée à la Tour Eiffel que les sidérurgistes étaient rabattus vers les bus. Les organisateurs, soucieux avant tout d'éviter tout incident, étaient pressés de voir tout le monde repartir. « On ne nous verra plus... », disaient certains. La déception était un peu à la mesure des illusions qui s'étaient cristallisées sur la journée du 13. Depuis le début, toute la colère a été canalisée par les organisations syndicales sur la grande manifestation centrale du 4 avril à Metz et celle du 13 à Paris. Aujourd'hui, tout le monde est bien conscient qu'on ne pourra pas en rester là. Le gouvernement n'a rien cédé, Fabius a réaffirmé mardi qu'il n'était pas question de revenir sur le plan acier. De nouvelles actions sont prévues par les syndicats. Mais au-delà de ces actions, certains disent que c'est un « nouveau Mai 68 » qu'il faudrait pour mettre en échec la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Correspondant LO

Thomson-Gennevilliers licencie

Le centre Thomson Gennevilliers Vidéo et Emetteurs fabrique des ensembles vidéo-professionnels (10 % du marché mondial) et des émetteurs TV et radio FM (35 % du marché mondial).

Mais d'après la direction, il ne rapporte pas assez. Pour rentabiliser, elle a annoncé début mars qu'il y aurait 425 suppressions d'emplois.

Différentes manifestations ont eu lieu pour protester. Mais jeudi 12 avril, quand elle a enfin dévoilé son projet de plan social pour trois cents personnes, ça a été le coup de massue car les gens ne croyaient pas que ce serait si net et si rapide. En effet, la direction a annoncé pour les plus de 55 ans qu'elle « sollicitera éventuellement » une convention FNE ou bien ce sera le licenciement économique conjoncturel (60 % du salaire). Pour les autres : 90.000 F à ceux qui démissionneraient avant le 1^{er} juin, impossibles et soumis à cotisations sociales ; « aides financières à la création d'entreprises artisanales » ; temps partiel « éventuellement », si le service le permet ; stages « éventuels » de formation-reconversion ; et

enfin, reclassement dans un autre centre Thomson ou dans le bassin d'emplois de Gennevilliers. Mais à chacun de se débrouiller pour trouver du travail soit parmi les offres d'emplois inter-Thomson affichées sur les panneaux de la direction, mais déjà prises quand on téléphone ; soit à l'ANPE de la région, mais il y a déjà 50 000 chômeurs dans les Hauts-de-Seine.

Et pour tous ceux qui n'auront pas réussi à trouver une solution tout seuls d'ici le 15 juin, ce sera le licenciement.

Jusqu'à présent, dans ce type de centre d'études où il y a une majorité d'ingénieurs et de techniciens, Thomson incitait ou envoyait en pré-retraite ou contrat solidarité. Qu'elle décide de licencier, c'est une première.

Depuis l'annonce de ces mesures, la semaine s'est passée dans l'expectative, pour ne pas dire le découragement. Mais le jeudi 19 avril, les syndicats appellent à venir protester au cours du CE, et il risque d'y avoir du monde, car la colère commence quand même à monter !

Correspondant LO

Chiers (Ardennes)

Des sidérurgistes en colère

A Vireux-Molhain (Ardennes), la Chiers, usine qui fabrique des aciers spéciaux, est fermée depuis le 31 mars dernier. Il y a trois ans, il y avait plus de mille cinq cents ouvriers. D'abord, les gens sont partis avec des préretraites, puis il y a eu des incitations au départ et, depuis un an, la direction licencie tout simplement.

Les ouvriers ne se sont bien sûr pas laissés faire et depuis trois ans, il y a eu des grèves, des occupations, des manifestations au cours desquelles les sidérurgistes se sont affrontés violemment aux CRS et gardes-mobiles. En août 1982, ils ont fait brûler le château de La Buchère, appartenant au directeur de la Chiers.

Maintenant, il n'y a plus que 80 personnes qui travaillent à démonter une partie du matériel de l'usine pour l'envoyer à la ferraille. Les autres sont en stage de formation. Les pouvoirs publics ont bien promis la création de huit cents emplois mais, pour l'in-

stant, personne ne voit rien venir. Au contraire, mardi 17, à 9 h 15, lors d'un meeting organisé par l'intersyndicale, les sidérurgistes ont appris que le projet d'usine d'aggloméré qui devait venir s'installer dans les bâtiments de la Chiers et employer soixante ouvriers était au point mort, et que cette usine s'installerait sûrement... en Lorraine.

Après le meeting, les sidérurgistes ont décidé de bloquer toutes les voies d'accès à Vireux. Ils ont barré les routes avec les lingots d'acier et en y déversant la ferraille récupérée dans le démontage des

fours de l'aciérie. La ligne de chemin de fer Givet-Charleville-Mézières a été bloquée, un rail déboulonné et découpé au chalumeau.

Mercredi matin, CRS et gendarmes mobiles sont intervenus avec bulldozers et tanks à eau pour enlever les barrages. Maintenant le village est encerclé et quadrillé. Dès qu'il y a un petit attroupement, les CRS se rapprochent jusqu'à ce que les gens se dispersent. L'usine est occupée par les CRS, des affrontements ont eu lieu, les ouvriers qui travaillent encore ayant voulu rentrer dans l'usine.

Correspondant LO



Des tonnes de ferraille déversées sur la chaussée.

L'usine Optalix (Amiens) occupée

L'entreprise Optalix-Industrie d'Amiens fabrique des postes de radio. C'est la seule entreprise française qui le fait. Elle représente à peine 5 % du marché intérieur.

L'usine emploie 242 personnes, en majorité des travailleuses, qui sont tous et toutes menacés de licenciement.

Depuis deux mois, la direction prépare la fermeture en ne donnant plus de travail au person-

nel, sous prétexte que les composants servant à effectuer le montage manquent.

La direction veut vendre les stocks qui restent à l'usine pour pouvoir encore s'en mettre plein les poches avant de partir !

Mardi 27 mars, les ouvriers sont allés à Paris, au ministère de l'Industrie pour demander au gouvernement ce qu'il comptait faire. La démar-

che n'a eu aucun résultat concret.

Le vendredi 13 avril, la CGT a appelé les ouvriers à occuper l'usine de jour comme de nuit, pour bloquer les stocks de l'usine (lès pièces de radio). Depuis, l'usine est occupée et le personnel ne compte pas se laisser jeter à la rue, dans une ville où le chômage représente 12,5 % de la population active.

Correspondant LO

Le décret-loi de Craxi est caduc... mais il y aura l'austérité quand même

Le décret-loi sur l'échelle mobile, pris par le gouvernement italien de Bettino Craxi est devenu caduc lundi 16 avril. Pris il y a deux mois, le 15 février, ce décret-loi, qui prévoyait un gel partiel des augmentations de salaire dues à l'échelle mobile, avait entraîné une vague de protestations dans toute la classe ouvrière, dont le point culminant a été la manifestation de 700 000 personnes à Rome, le 25 mars dernier, à l'appel des conseils d'usine et de la centrale syndicale CGIL, la CGT italienne.

Mais si le décret est aujourd'hui caduc, c'est le résultat d'une petite bataille parlementaire menée par le PCI, qui est dans l'opposition au gouvernement à direction socialiste de Craxi, auquel se sont joints les députés des deux petits partis d'extrême-gauche représentés au Parlement italien, le PDUP (Parti d'Unité Proletarienne) et Democrazia Proletaria (Démocratie Proletarienne). Aux termes de la législation, le décret-loi de Craxi devait être approuvé par le Parlement dans un délai de deux mois à compter de sa promulgation, sous peine de devenir nul. Pour empêcher le vote de la Chambre des députés sur le décret, le PCI, DP et le PDUP ont adopté une tactique d'obstructionnisme. Leurs députés ont déposé pas moins de trois mille trois cents amendements au décret, parfois extrêmement fantaisistes, et se sont relayés à la tribune pour les défendre, bloquant ainsi le fonctionnement parlementaire... jusqu'à la date fatidique du 16 avril.

Pour Berlinguer, le secrétaire général du PCI, le fait que Craxi n'ait pas pu faire passer son décret est « une claire victoire de l'opposition de gauche et des travailleurs ». De l'opposition de gauche, peut-être ; mais des travailleurs, ce n'est pas sûr. Car en déplaçant le combat dans l'arène du Parlement, le PCI a fait de la bataille contre le décret sa bataille à lui.

Ce que reprochaient le PCI et la CGIL à ce décret-loi, ce n'est nullement le fond. Sur le fond, ils sont d'accord sur le principe de la « lutte contre l'inflation » telle que la conçoivent Craxi et la bourgeoisie italienne. Sous couvert de lutte contre l'inflation, il s'agit tout simplement de s'attaquer au pouvoir d'achat des travailleurs, la bourgeoisie et les patrons estimant que le « coût du travail » est trop élevé en Italie. De précédentes attaques ont été menées contre l'échelle mobile, suite à des négociations et des lois qui ont reçu l'aval de la CGIL et contre lesquelles le PCI n'a nullement cherché

à bloquer le fonctionnement du Parlement. Mais le problème pour le PCI, c'est surtout la forme. Il se trouve seulement qu'en prenant ce décret-loi Craxi voulait faire une démonstration politique. Il voulait montrer qu'il pouvait, sans négociation, imposer l'accord à la CGIL et se passer d'en discuter au Parlement avec le PCI. Il voulait montrer que lui, le premier président du Conseil socialiste qu'ait connu l'Italie, serait aussi le premier capable de gouverner à la baguette, sans passer par de laborieuses négociations avec les syndicats et de non moins laborieuses discussions parlementaires.

C'est à cela que la CGIL et le PCI ont dit non, la CGIL au nom de la sauvegarde du « pouvoir contractuel » des syndicats, et le PCI au nom des droits sacrés du Parlement. Mais en même temps, ils se sont montrés responsables à l'égard de la bourgeoisie. Ils ont préparé le terrain pour un compromis, pour un nouveau décret « anti-inflation » pas très différent de l'ancien, mais qui aurait cette fois la grande supériorité... de tenir compte de l'opposition du PCI, voire d'être approuvé par la CGIL. Les députés du PCI ont même fait un cadeau à Craxi, en interrompant l'obstructionnisme pour lui permettre de faire voter la question de confiance par la Chambre

avant l'échéance du 16 avril à minuit ; geste destiné à montrer qu'ils ne veulent pas la chute du gouvernement, mais seulement le respect des droits parlementaires de l'opposition, et que les leaders de DP et du PDUP ont reproché au PCI, en voyant un lâchage.

Le PCI aura donc cherché à démontrer qu'il faut pour gouverner en Italie le faire avec lui, ou du moins en tenant compte de lui. Il aura démontré, et sa force parlementaire et sa capacité à contrôler les réactions de la classe ouvrière. Mais il n'est même pas sûr que sur ce plan sa démonstration soit payante. Dès le 17 avril au matin, Craxi devait proposer un nouveau décret, donnant seulement un peu satisfaction à l'opposition en limitant sa durée d'action à six mois au lieu d'un an. Il n'a pas abandonné l'idée de gouverner à coups de décrets-lois.

Et surtout, si la tactique conjuguée du PCI et de la CGIL a déplacé le terrain de la lutte des travailleurs de la rue et des usines à l'hémicycle parlementaire, en même temps elle l'a vidée de son sens. Car de toute façon, pour les travailleurs italiens, l'austérité négociée n'a pas meilleure goût que l'austérité tout court. Ce n'est pas avec ça qu'on met du beurre dans les pâtes.

André FRY



Craxi a tout de même dû remballer son décret-loi.

Des grèves de la faim reprennent dans les prisons

Les détenus des prisons militaires d'Istanbul ont commencé le 11 avril une grève de la faim. 500 détenus y participent.

Il y a quelques semaines, des détenus des prisons militaires de Diyarbakir et d'Ankara avaient entamé un mouvement similaire. Au moins 12 grévistes de la faim sont morts d'épuisement dans

cette grève très longue, qui a duré plus d'un mois.

Aujourd'hui, alors que les autorités militaires turques ont déclaré qu'elles ne céderaient en aucun cas, les détenus d'Istanbul continuent le mouvement, pour réclamer un traitement plus humain, la fin des tortures et la reconnaissance de leur droit à la dignité.

Marche contre la torture

Une marche organisée par des exilés turcs et kurdes en France part de Paris le 21 avril, pour arriver à Strasbourg le 7 mai : ils veulent de cette manière dénoncer les conditions de détention dans les prisons turques, où les prisonniers politiques sont victimes de sévices et

violences permanents.

D'autres marches sont aussi organisées en Allemagne fédérale, en Suisse et en Autriche, qui toutes convergeront aussi sur Strasbourg où, le 7 mai, se tiendra une réunion du Conseil de l'Europe sur la Turquie.

Dole : des réfugiés politiques font une grève de la faim

Il y a un mois, des réfugiés politiques kurdes, turcs, iraniens, du Centre provisoire d'hébergement de Dole (Jura) ont fait une grève de la faim pendant trois jours et en ont expliqué les raisons : c'était par solidarité avec les camarades qui, dans les prisons turques, avaient entamé une grève de la faim pour lutter contre la torture et l'oppression exercée par la dictature, et pour alerter l'opinion dans les démocraties occidentales.

Leur action avait également pour but d'informer la popula-

tion, car la télévision de Mitterrand et la presse bourgeoise (de gauche comme de droite), si zélées à dénoncer l'absence de libertés à l'Est, se taisent quand il s'agit de dénoncer une dictature liée aux pays occidentaux (comme celle de la Turquie, qui est une base stratégique pour l'impérialisme américain et anglais qui y entretiennent des troupes). Et ils signalaient que la « France des droits de l'homme » de Mitterrand restait bien silencieuse, sans doute par respect des intérêts capitalistes français.

La guerre tue

Lundi 16 avril, un avion français de combat Jaguar s'est écrasé dans une région désertique dans le Nord-Ouest du Tchad, région théoriquement sous le contrôle de l'armée française. Le pilote a été tué. Son coéquipier n'a pu préciser pour quelles raisons ce Jaguar s'est écrasé, alors qu'il était en « mission de reconnaissance ».

Cette fois encore, on nous parle d'accident. Depuis le déclenchement de l'opération Manta, c'est-à-dire l'en-

voi de parachutistes français au Tchad en août dernier, c'est le deuxième pilote tué en opération.

Mort accidentelle, nous dit-on. Oui, comme celle des neuf paras qui ont sauté sur une mine il y a dix jours. D'accident en accident, la mission des militaires français au Tchad, baptisée « mission de paix », ressemble de plus en plus à ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : le début d'une sale guerre.

Mitterrand et son ami Mobutu

Mobutu a rendu visite à Mitterrand cette semaine. On ne discutera pas de la répression et de la pauvreté qui règnent au Zaïre. On a discuté collaboration militaire.

Mobutu et l'impérialisme français ont dans ce domaine une solide tradition.

En 1977 et 1978, les parachutistes étaient allés secourir le dictateur, mis en danger

par des troubles au Shaba.

Aujourd'hui au Tchad, aux côtés de l'armée française, Mobutu a envoyé 2 700 soldats, 3 avions Mirage, 3 avions d'appui tactique et 2 gros transporteurs Hercule. Qu'importe alors à Mitterrand si Mobutu fait régner sur son pays une dictature féroce, puisqu'il est un « ami de la France » ?

Les mineurs en grève ont de bonnes raisons de ne pas s'en remettre aux dirigeants syndicaux

Alors que plus de 160 000 mineurs de charbon britanniques entament leur sixième semaine de grève contre les suppressions d'emplois, les grévistes viennent de remporter deux succès qui, sans être décisifs pour la suite du mouvement, constituent néanmoins un succès moral.

Tout d'abord, après une intense campagne sur les médias, où des ministres de Margaret Thatcher, des responsables des Charbonnages et même un certain nombre de dirigeants du Parti Travailleiste se sont relayés pour appeler à l'organisation d'un vote à bulletins secrets parmi les mineurs, le Comité exécutif du NUM, le syndicat des mineurs, a finalement repoussé l'organisation d'un tel vote.

Ensuite, pour la première fois depuis le début du mouvement, un organe syndical confédéral, le Congrès des syndicats d'Ecosse, s'est prononcé publiquement en faveur du mouvement, lors de son assemblée annuelle qui s'est ouverte le 16 avril, et a appelé les travailleurs écossais à organiser la solidarité autour des mineurs en grève.

Il est vrai que, dans un cas comme dans l'autre, la pression directe des grévistes et celle de nombre d'autres travailleurs y est pour quelque chose.

Ainsi, la réunion du Comité exécutif du NUM, qui se tenait à Sheffield le 12 avril, ne s'est pas précisément déroulée dans la sérénité qu'auraient souhaitée certains. En fait, lorsque la réunion s'est ouverte, et malgré le déploiement de 2000 policiers pour garantir la tranquillité de la réunion, la ville était envahie par des milliers de mineurs venus s'assurer que leurs dirigeants n'allaient pas les lâcher. Des centaines de pancartes brandies par les manifestants affirmaient : « Leur "démocratie", c'est celle des patrons - dehors les jaunes ! » ou encore : « Mineur, souviens-toi de 1977 ». Ce dernier slogan étant une allusion à la façon dont, en 1977, ceux des dirigeants du NUM qui sont aujourd'hui contre la grève et réclament l'organisation d'un vote dans les mines avaient tout simplement ignoré un vote national à bulletins secrets où une large majorité des mineurs s'étaient prononcés contre le système des primes de productivité. Quant aux dirigeants hostiles à la grève, ils ont dû s'entendre crier quelques vérités bien senties avant de trouver refuge dans leurs véhicules.

Et si l'assemblée annuelle du TUC écossais s'est déroulée en présence d'un bien plus petit nombre de manifestants, il faut dire que c'est de l'intérieur que les grévistes ont fait entendre leur voix, tandis qu'à l'extérieur certains travailleurs, comme les dockers et les travailleurs des transports de Dundee, avaient choisi de débrayer une journée, à titre d'avertissement adressé à leurs dirigeants.

Cela dit, il est vrai qu'il ne s'agit là que de succès d'ordre moral. La décision du Comité exécutif du NUM, par exemple, a été assortie de la convocation d'une réunion de l'assemblée des délégués syndicaux de puits, qui devra statuer sur une modification de la charte syndicale : la charte impose en effet qu'une majorité de 55 % des votants se prononce en faveur de la grève à

l'occasion d'un vote national à bulletins secrets, disposition dont tous les adversaires de la grève ont largement tiré parti pour accuser les grévistes d'employer des méthodes « dictatoriales ». De la part des dirigeants du NUM, y compris de ceux qui apparaissent comme les plus farouches partisans de la grève, le fait de porter le débat sur un terrain quasi juridique est peut-être un choix tactique, destiné à priver les adversaires de la grève d'un argument, mais c'est aussi une façon de maintenir la direction du mouvement sous le seul contrôle des instances régulières du syndicat, loin du contrôle direct des grévistes.

Quant à la prise de position du TUC écossais, si elle peut donner le sentiment aux grévistes d'avoir réussi à contraindre des dirigeants syndicaux à se « mouiller », elle ne leur apportera par elle-même aucune aide concrète : les dirigeants écossais se sont montrés prolixes en déclarations de solidarité, mais pas en consignes pratiques à l'ensemble des travailleurs.

Quoi qu'il en soit, ces deux péripéties du conflit sont significatives de la situation dans laquelle se trouvent les mineurs.

D'un côté, ils ont contre eux toute une partie de l'appareil des syndicats et du Parti Travailleiste.

Mais de l'autre, ils auraient toutes les raisons de se méfier de ceux qui les soutiennent. Ainsi celui qui, au sein du Parti Travailleiste, apparaît comme le leader des supporters des mineurs, Tony Benn, fut en 1977 le promoteur du système des primes de productivité dans les mines, lorsqu'il était ministre de l'Energie du gouvernement travailliste de l'époque. Quant à la gauche syndicale, en dehors de ceux qui au sein du NUM assument la direction effective du mouvement, leur soutien aux mineurs s'est toujours limité à de timides tentatives, en général peu efficaces, visant à obtenir des instances de l'appareil syndical qu'elles se prononcent en faveur des grévistes.

Même ceux qui s'affirment comme les plus chauds partisans de cette grève, ces dirigeants de la gauche du NUM que les médias présentent comme de dangereux révolutionnaires, se refusent en fin de compte à faire vraiment appel à la force colossale que représentent 160 000 ouvriers en grève, à leur initiative, aux capacités d'organiseurs qui peuvent se révéler dans leurs rangs. Pour l'instant, en dehors de la petite guerre quotidienne contre la police, les mineurs n'ont pas encore subi d'attaque ouverte, ni du gouvernement ni des bureaucrates syndicaux. Mais cela ne saurait tarder. Et là, ils n'auront pas trop de toute leur combativité, de toutes leurs compétences réunies pour y faire face. Et de toute évidence, ce n'est pas à cette perspective que les préparent ceux qui dirigent aujourd'hui le mouvement.

François ROULEAU



Un piquet de grève devant une mine, en Grande-Bretagne

(AFP)

Le raz-de-marée est tombé à l'eau

Le président des Charbonnages britanniques avait prédit que le refus du NUM d'organiser un vote national entraînerait inévitablement un raz-de-marée vers la reprise de la « majorité silencieuse » dans les mines.

Or le 16 avril, ses propres services ont dû reconnaître qu'un peu plus de 19 000 mineurs s'étaient présentés à leur poste, soit 493 de plus qu'à la fin de la

semaine précédente. Sur un total de 183 000 mineurs, on est loin du raz-de-marée...

En revanche, dans le Nottinghamshire, le seul bassin minier qui n'était jusque-là pas touché par le mouvement, un comité de coordination de la grève s'est constitué par-dessus la tête des dirigeants syndicaux locaux qui y sont hostiles, en même temps que près d'un millier de mineurs ont décidé de rejoindre le mou-

vement dans plusieurs puits. Depuis, et bien que les grévistes soient largement minoritaires dans le bassin, ce sont leurs piquets de grève et non ceux des bassins voisins qui se tiennent sur le carreau des mines du Nottinghamshire. Les adversaires de la grève, qui semblaient tenir beaucoup au « refus unanime » des mineurs du Nottinghamshire de faire grève, devront trouver autre chose !

USA

Les préjugés racistes et anticomunistes continuent à tuer

Six membres du Ku Klux Klan et trois du Parti Nazi américain viennent d'être acquittés par un jury de Caroline-du-Nord aux USA, bien qu'ils aient été reconnus coupables du meurtre de cinq personnes.

L'affaire remonte au 3 novembre 1979. Ce jour-là, le Parti Communiste Ouvrier, un groupe maoïste, avait appelé à un rassemblement de protestation contre les méfaits du Ku Klux Klan dans la région. Tandis que le rassemblement se tenait, à Greensboro, plusieurs véhicules remplis d'hommes armés avaient fait irruption dans la petite ville et leurs occupants — tous nazis ou membres du Klan — avaient ouvert le feu sur les manifestants. Puis ils étaient repartis sans que la police se montre, laissant cinq morts et sept blessés.

Certains des meurtriers étaient connus et ne tardèrent pas à être arrêtés. En novembre 1980, un premier procès eut lieu à Greensboro, contre six des

nervis arrêtés. Malgré les nombreux témoignages, le jury — entièrement constitué de Blancs — prononça leur acquittement.

L'affaire n'en resta cependant pas là. Au cours du procès, on apprit que l'un des nervis n'était autre qu'un agent du FBI infiltré dans les rangs du KKK, que la police de Greensboro avait été mise au courant de l'attentat que s'appropriait à commettre le KKK, et qu'au lieu de s'y opposer, elle s'était au contraire volatilisée comme par hasard peu avant la fusillade !

Devant le scandale et la campagne de protestation lancée par les familles des victimes, un « grand jury », juridiction spéciale mise en place par le ministère de la Justice, entreprit une révision du dossier. En avril 1983, il inculpa neuf des participants à la fusillade. Et c'est le procès de ces neuf tueurs qui vient de se conclure par un acquittement. Cette fois encore, le jury était exclusivement

constitué de Blancs. Au cours des quatre mois qu'a duré le procès, 120 témoins oculaires ont défilé à la barre ; un film complet de la fusillade, pris par des reporters d'une chaîne de télévision, a été présenté. Tous les témoignages ont concouru à prouver la culpabilité des nervis. Rien n'y a fait ! Le jury a finalement accepté, contre toute évidence, la thèse de la légitime défense défendue par les avocats des meurtriers ! Les accusés ont même été acquittés de l'accusation d'incitation à la haine raciale, après qu'ils ont affirmé ne s'être rendus à Greensboro que par « patriotisme et par haine du communisme »...

C'est dire qu'en Caroline-du-Nord, et sans doute dans d'autres régions des Etats-Unis, la peau d'un Noir ou d'un communiste ne vaut pas cher, et qu'il s'y trouve encore nombre de gens prêts à tout pour justifier les meurtres raciaux ou politiques. Un « havre de liberté » comme dirait Reagan !

François ROULEAU

Des mines dans les ports et des chausse-trapes dans la campagne électorale de Reagan

L'affaire du minage des ports nicaraguayens continue à faire des remous dans les milieux politiques américains. Les députés et les sénateurs ont voté une résolution condamnant cette entreprise. Reagan a donc ainsi réussi à se mettre à dos une Chambre à majorité démocrate — ce qui n'est pas très étonnant — et un Sénat à majorité républicaine, ce qui l'est plus.

Car ces messieurs les sénateurs, en particulier, se sont beaucoup émus. Edward Kennedy, sénateur démocrate, a clamé : « Cette politique défie toute logique, défie toute raison et défie toute loi ! » Sur ce, il a pris l'initiative de proposer la résolution condamnant l'action de la CIA et a tiré du résultat du vote un « triomphe personnel », comme le note le *Wall Street Journal* du 12 avril.

D'autres sénateurs, républicains cette fois, ont, eux, regretté d'avoir manqué une si belle occasion de soigner leur popularité et d'être les premiers à se démarquer d'une manœuvre maladroite.

Car tout le problème est là : les envolées lyriques et les condamnations morales sont pour la galerie. Pour le reste, ce que les élus américains reprochent à Reagan, c'est d'abord de ne pas les avoir mis au courant, et ensuite de ne pas avoir assez mesuré les conséquences de



Légèrement embarrassé (Ph.AFP)

son entreprise.

Barry Goldwater, républicain de choc et de plus président de la commission de Renseignement au Sénat, donc censé être mis en partie au courant des activités de la CIA, a piqué sa colère : « Comment soutenir la politique de Reagan, quand nous ne savons pas ce qu'il est en train de faire ? » s'est-il écrié. Et il a ajouté : « Le minage est un acte de guerre. Je ne sais comment nous allons expliquer cela ».

Evidemment, c'est gênant de dire à ses électeurs qu'on ne savait pas... quand on préside une commission de Renseignement.

Car les élus américains ne veulent évidemment pas subir les conséquences électorales de ce qu'ils considèrent comme des erreurs tactiques de Reagan. Mais sur le fond,

ils sont d'accord. Un député démocrate l'a d'ailleurs dit sans détour : « Le problème n'est pas de savoir si nous allons nous battre pour défendre nos intérêts en Amérique centrale, mais si nous allons nous battre intelligemment ou bêtement ».

L'administration Reagan a justifié son attitude en affirmant que « le Nicaragua lui aussi violait la législation internationale en attaquant ses voisins » (Mme Kirkpatrick, ambassadeur à l'ONU) et W. Casey, directeur de la CIA, a lui aussi travaillé en finesse en déclarant : « Pendant la Deuxième Guerre mondiale, nous avons aidé les communistes, les royalistes, les gaullistes, tout le monde (...) contre les nazis. Au Nicaragua, la situation est semblable ».

La seule chose que le gouvernement ait farouchement niée : l'intention prêtée à Reagan — et dont le *New York Times* s'était fait l'écho — d'envoyer des troupes américaines au Nicaragua, une fois passées les élections présidentielles de novembre. Le démenti a été formel et immédiat : l'échéance électorale est proche et, comme l'a dit un conseiller de la Maison-Blanche, « après toutes les erreurs que nous avons commises récemment, cette histoire ne pouvait pas plus mal tomber ».

Sylvie MARECHAL



Le commandant « Zéro » à l'époque où il était sandiniste.

(Photo AFP)

Face aux contre-révolutionnaires et à l'impérialisme américain

Depuis le début du mois, le Nicaragua doit faire face à une offensive « sans précédent », disent les dirigeants sandinistes, de la part des mouvements armés hostiles au régime : les « contras ».

Dans le Sud, à partir du Costa Rica, les commandos du commandant Eden Pastora — surnommé le « commandant Zéro », ancien sandiniste passé dans l'opposition — qui anime les forces de l'ARDE (Alliance Révolutionnaire Démocratique) ont montré quel était un de leurs projets : on apprenait que vendredi 13 avril le petit port de San Juan del Norte, situé au sud du pays, en bordure de la frontière costaricaine, était tombé entre leurs mains. Peu après, Eden Pastora annonçait qu'il envisageait de former un gouvernement provisoire rebelle dans cette ville, pour en appeler à la population du Nicaragua.

Depuis, le gouvernement sandiniste dit que la ville a été reprise, ce que conteste l'ARDE.

Par ailleurs, les attaques ont redoublé dans le Nord-Est du pays, qui depuis longtemps est l'objet de raids de commandos d'anti-sandinistes regroupés autour d'anciens partisans de Somoza, stationnés au Honduras. Sur, les huit mille hommes que comptent ces troupes de « contras » aidés par l'armée hondurienne et les Etats-Unis, les sandinistes estiment qu'il y en a cinq mille qui restent en permanence à l'intérieur du Nicaragua. Les engagements ont déjà fait plusieurs centaines de morts de part et d'autre depuis une semaine et les affrontements sèment la terreur dans la population.

D'après le gouvernement nicaraguayen, les actions armées des contre-révolutionnaires entreprises depuis le début de l'année ont provoqué des destructions s'élevant à près de 250 millions de dollars. Ce qui, ajouté à la crise économique à laquelle le pays n'échappe pas, devient de plus en plus difficile à supporter pour la population.

Bien entendu, toute cette campagne armée est destinée à tenter d'affaiblir le régime de Managua, voire à le déstabiliser.

Car la guerre permanente au nord et au sud, comme aussi le minage des ports, contribue à désorganiser chaque jour davantage la vie économique, à rendre plus difficiles l'approvisionnement et la vie de la population. Dès leur arrivée au pouvoir, les dirigeants sandinistes ont dû faire face à une situation économique difficile et celle-ci s'est détériorée au fil des années, à la fois à cause de la pression américaine, de la mauvaise volonté d'une partie croissante de la bourgeoisie et de l'effort de guerre permanent qui dévore les capitaux et les hommes. C'est sur cela en tout cas que paraissent tabler les dirigeants de l'ARDE, comme Robelo et Eden Pastora, qui, en même temps qu'ils cherchent à établir un rapport de force militaire avec l'appui de la CIA, tentent de regrouper autour d'un pôle politique divers courants d'opposition.

Pour le moment Robelo et Pastora, les dirigeants de l'ARDE, n'ont encore qu'un pied au Nicaragua — et peut-être ont-ils déjà dû le retirer. Mais même si la région qu'ils tentent de contrôler et dont ils veulent faire une base de départ est relativement marginale — car pratiquement vide d'habitants — il n'en reste pas moins que cette ville est la première qu'aient osé prendre les anti-sandinistes. Et cet épisode montre la gravité de la situation dans laquelle se trouve le régime de Managua.

Mais pour l'heure, le régime sandiniste est encore debout et c'est sans doute parce qu'il bénéficie encore d'un appui de la part des classes populaires. C'est parce que les dirigeants sandinistes trouvent parmi la population, parmi les jeunes, des dizaines de milliers de combattants pour défendre le régime.

Et même si, dans la situation présente, il y a pour les dirigeants nicaraguayens le risque de voir à la longue s'user ce consensus dont ils bénéficient, il semble qu'aujourd'hui la grande majorité de la population continue de rendre les Américains et les « contras » responsables de sacrifices qu'ils endurent.

A.J.

Salvador

Reagan : 62 millions de dollars dans le dos des parlementaires

A l'approche du deuxième tour des élections présidentielles au Salvador, Reagan a éprouvé le besoin d'augmenter ses subsides à l'armée salvadorienne engagée dans une lutte impitoyable contre les forces de la guérilla qui contrôlent une partie non négligeable du pays.

Reagan, qui avait demandé 93 millions de dollars, avait

accepté de voir la somme réduite à 61,7 millions de dollars, moyennant quoi le Sénat avait donné son feu vert. Mais depuis, la Chambre des représentants, par mesure de rétorsion contre le minage des ports, a décidé de repousser l'examen de cet octroi de fonds. Alors Reagan a choisi de passer par-dessus le pouvoir législatif : il prend sur lui d'extraire quelque 62

millions de dollars du budget du Pentagone, pour les envoyer à ses amis salvadoriens. Ceci n'étant qu'une avance sur les 178 millions de dollars que Reagan compte encore consacrer à cette aide militaire pour laquelle 65 millions de dollars ont déjà été versés. 243 millions de dollars en 1984 pour mater la guérilla, près de deux milliards de nouveaux francs !

RÉÉDITION

« Les briques »

de Miklos Batori

Ce roman, publié il y a 20 ans et qui vient d'être réédité, se situe à Budapest, en octobre-novembre 1956. Les troupes russes viennent de quitter la ville. Le gouvernement Nagy négocie. Un membre de la police politique, repéré par des passants, se réfugie dans le grenier d'un immeuble où ses poursuivants l'emmurent. Elek, un jeune insurgé, monte la garde pendant plusieurs jours en attendant qu'il sorte.

Le roman ne fait pas revivre l'insurrection. Seuls quelques personnages qui gravitent autour d'Elek s'en font l'écho : des jeunes, et même des très jeunes qui se battent. Mais la plupart, habitants de l'immeuble, sont de la vieille génération et pensent que l'insurrection n'a aucune chance et que les Russes reviendront. Ils préfèrent ne pas se mouiller et la présence d'un membre de « l'AVO » dans leur grenier ne les réjouit guère. Le concierge, incertain, cherche à la fois à s'attirer les bonnes grâces d'Elek et du prisonnier. Des débats opposent catholiques et sociaux-démocrates qui ont réapparé et ont réquisitionné des locaux sur la place. Dans cette période d'attente, les bouches ne s'ouvrent guère.

Elek, quant à lui, ne se préoccupe guère de la situation générale, fait plutôt confiance à Nagy et veut surtout régler son compte au tortionnaire. A tel point que, même après le retour des Russes, il restera à son poste.

Tout en attendant que le policier sorte pour l'abattre, Elek se remémore comment il fit sa connaissance quand il fut accusé de sabotage contre des stakhanovistes dans son usine et fut contraint d'avouer sous la torture.

Cette dénonciation de la dictature en Hongrie est une partie intéressante de ce livre. Mais pour autant l'auteur n'éprouve guère de sympathie pour l'insurrection. Ses personnages sont surtout des victimes. Elek à l'affût pour abattre son tortionnaire lui inspire cette remarque empreinte de charité chrétienne : « N'y a-t-il d'autre espoir que de nous emmurer les uns les autres ? ». L'insurrection de Budapest avait fait naître d'autres sentiments que celui de la vengeance ou du fatalisme. Mais les sentiments d'espoir, l'auteur ne les montre pas.

Michel BROUSSE

Les briques de Miklos Batori. Ed. Laffont. Collection « Pavillons ». 35 F.



Lors de l'insurrection hongroise de 1956.

« Confession du bourreau » de Iouz Alechkovski

Le bourreau, c'est Chibarov, membre du KGB qui fut un collaborateur personnel et dévoué de Staline.

Fils d'un paysan du village d'Odinka, sa famille ainsi que de nombreux villageois ont été assassinés à l'époque de la collectivisation forcée. Et ce serait pour se venger qu'il est devenu un membre de l'appareil répressif, celui qu'on surnomme le « Monte-Cristo d'Odinka ».

Depuis, il a poursuivi les responsables de ces meurtres. Et il en est maintenant à interroger le dernier de sa liste, Gourov, un homme du KGB dont le père fut le meurtrier du père de Chibarov. Et le roman entremêle les monologues de Chibarov, ses souvenirs, les questions qu'il pose à Gourov et les réponses qu'il

donne lui-même à ses questions.

Ce personnage de bourreau sert en fait à l'auteur — un dissident soviétique qui a émigré aux Etats-Unis — à démonter le mécanisme de l'appareil policier et à donner son point de vue sur les motivations de ceux qui en sont les rouages.

Ce roman ne manque pas de vivacité. Le ton est souvent hargneux et vengeur. Certains passages, comme celui où Khrouchtchev cherche un opposant pour voter « non » au Soviet suprême, ne manquent pas d'humour. Ce compte de Monte-Cristo, dans le royaume de la bureaucratie, rêve de se « venger de Staline, Fourier, Kamenev, Saint-Simon,

Vorochilov, Trotsky, Zinoviev, Karl Marx, Lagoda... et toute la clique ». En réalité, l'auteur, comme d'ailleurs de nombreux dissidents vivant à l'Ouest, ne rejette pas seulement le stalinisme mais le communisme que dans ce livre l'auteur assimile rien moins qu'à Satan.

L'ensemble vise à démontrer, comme Alechkovski le fait dire à son « héros » : « Qu'en 1917, on avait coupé le cordon qui vous rattachait aux racines éternelles de la culture et de la morale ».

C'est ce point de vue réactionnaire qui prévaut tout au long du livre.

Samuel LATAN

Confession du bourreau de Iouz Alechkovski. Ed. Stock. 119 F.

« Un dimanche inoubliable près des casernes » de Jacques Francis Rolland

Bien qu'il se proclame tel, ce livre n'est pas vraiment un roman. L'auteur, ex-résistant, ex-militant communiste, le présente au passage comme une chronique décrivant son itinéraire et celui d'un certain nombre de ses camarades ainsi que de quelques responsables du PCF qu'il a côtoyés.

Son récit débute lorsqu'il se rend à l'enterrement de son ami Georges Granet, membre du Comité central, en automne 1968. A cette occasion, il rencontre quelques-uns de ses ex-camarades, dont la plupart

ont quitté comme lui le parti ou bien en ont été exclus. Son récit multiplie les retours en arrière, permettant à l'auteur de présenter le passé avec l'éclairage du présent, et d'expliquer ainsi ses différentes prises de position.

Voilà donc encore un ex-stalinien désenchanté du communisme, un tantinet anti-communiste même, qui ne craint pas d'affirmer son estime pour les CRS en 1968 et qui présente le rassemblement gaulliste des Champs-Élysées comme une manifestation populaire. Venu au commu-

nisme au début de la guerre en luttant contre l'Occupation, participant à des actions terroristes et clandestines puis chroniqueur de la presse du parti après la Libération, il décrit ce qu'il a connu des escarmouches et des luttes d'influence dans les couloirs de l'appareil, les couleuvres qu'il lui a fallu avaler — un de plus — les interrogations d'un certain nombre de militants de son entourage.

Mais le fond reste anecdotique et il ne faut pas s'attendre à trouver là des révélations.

André JUILLIARD

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	R	N	A	S	S	I	E	R
II	A	M	E		G	U	I	M	P	E
III	N	O		P	A	R	L	A	I	S
IV	T	U	L	I	P	E		G	E	S
V	A	R	O	M	E		M	I	R	E
VI	T	E	T	E		D	I	N		M
VII	R	U	I	N	E	U	S	E		E
VIII	I	S	O	T	O	P	E		I	L
IX	C	E	N	E		A	R	A	B	E
X	E	S	S	E	N	I	E	N	N	E

HORIZONTALEMENT. — I. Il prend facilement langue. II. Petit, il invite à l'amour. Chère quand elle est bien cotée. III. Perdre son eau. Ils forment les grandes rivières. IV. Poète sauvé par les dauphins. Peut être mal aimée quand elle est belle. V. Doublée. Conjonction. Dans l'ordre inverse. VI. Parée. VII. On ne débourse rien quand il est payant. Voyelles. VIII. Ile. Echange. IX. Vendit. Débute une série anglaise. X. Avis.

VERTICALEMENT. — 1. Ils permettent de découvrir l'inconnu. 2. Prénom arabe. Fille du frère. 3. Bout du bois. Pronom. 4. Célibataire quand elle est bonne. Note. 5. Profit. Bouts de bois. Symbole. 6. Un membre de notre famille. Possessif. Début de l'amour. 7. Enlever (phonétiquement). Aime le ronron. 8. Fatigué. Célèbre pyromane. 9. Fermenté. Forme d'avoir. 10. Semés.

« Un dimanche à la campagne »

de Bertrand Tavernier

Le scénario du dernier film de Bertrand Tavernier est tiré d'un roman de Pierre Bost intitulé : *Monsieur L'admiral va mourir*. Monsieur L'admiral est un peintre qui a fait une carrière honorable mais sans grande originalité. Il termine ses jours dans une superbe villa campagnarde.

La sérénité de ce dimanche de l'été 1912 est bientôt troublée par l'arrivée attendue de son fils Gonzague accompagné de sa femme Marie-Thérèse et de leurs enfants. Et tout le monde

aurait fini par plonger dans la torpeur de l'heure de la sieste si Irène n'était pas arrivée. Irène, la fille de Monsieur L'admiral qui, elle, a choisi une vie libre et indépendante, en tenant une boutique de brocante, et qui va révéler par sa présence que ce paisible bonheur familial dissimule peut-être des drames cachés.

Gonzague est-il heureux avec sa femme qui s'obstine à l'appeler Edouard ? N'aurait-il pas mieux fait de poursuivre, lui aussi, une

carrière de peintre ? Son père n'est-il pas un peintre raté ?

Et la joie factice d'Irène elle-même ne dissimule-t-elle pas un grand drame sentimental qu'illustrent de mystérieux coups de téléphone ?

Bertrand Tavernier ne ménage pas ses efforts pour nous convaincre qu'il y a quelque chose là-dessous. De longues citations du roman, énoncées en voix off, viennent opportunément expliquer au spectateur ce qu'il n'aurait pas réussi à comprendre par lui-même. Il y a dans la vie de ces gens un autre drame que celui de l'ennui qui se dégage d'une existence dont la plus grande aventure est un dimanche passé à la campagne.

Ceux qui réussiront à suivre Tavernier dans son projet passeront sans doute un moment pathétique en compagnie de personnages dont les petits travers ne dissimulent pas une réelle gentillesse. Les autres risquent de ne retenir que l'ennui de situations malgré tout banales.

Albert LEMOINE



« L'habilleur »

de Peter Yates

avec Albert Finney et Tom Courtenay

Durant la dernière guerre une troupe de théâtre spécialisée dans les œuvres de Shakespeare se produit à Londres.

Réduit à une poignée de vieillards, les acteurs plus jeunes étant réquisitionnés sur le front, la troupe remporte tout de même un franc succès. Un succès qui est dû en grande partie à « Sir », un monstre du théâtre shakespearien.

Mais « Sir » vieillissant se fait acariâtre, capricieux, désabusé. Acteur sur les planches et tragédien dans les coulisses, son cabotinage se fait de plus en plus pressant, de plus en plus maladif.

Son habilleur, à la fois confi-

dent et bonne à tout faire, tente de lui apporter le réconfort et les certitudes qui commencent à lui faire défaut.

Il en résulte entre les deux hommes un face-à-face souvent tourmenté et agressif.

Albert Finney et Tom Courtenay qui jouent ces personnages sont deux grands acteurs du théâtre britannique, qui concurrenient la célébrité à l'écran dans les années 1960, l'un dans *Tom Jones* et l'autre dans *La solitude du coureur de fond*. Dans *L'habilleur*, grâce au talent de ces acteurs, le face-à-face n'est jamais ennuyeux.

Stéphane HENIN



« Streamers » de Robert Altman

Un dortoir dans une caserne américaine, et trois hommes, deux Blancs, Billie et Richie, un Noir, Roger : la caméra ne quittera que par instants le lieu et ces soldats sur le départ pour la guerre du Vietnam.

Le trio d'appelés s'entend bien et se serre les coudes pour tenir le choc face aux absurdités imaginées par leurs sergents, deux paumés alcooliques. Mais l'homosexualité présumée de Richie les divise. Cette idée exaspère d'autant plus Billie qu'à ses questions et à ses colères il ne reçoit que des réponses évasives mais suggestives.

Ils tentent pourtant de s'accommoder l'un de l'autre. L'arrivée d'une boule de nerfs

incontrôlable et imprévisible, le Noir Carlyle, rendra la situation explosive malgré les efforts de Roger.

Réalisateur de *Mash* où l'antimilitarisme était traité sur le mode de la farce, Robert Altman en a pris le contrepied dans *Streamers*. Il ne filme pas la guerre mais des hommes qui s'y préparent. Et cela suffit pour les détruire et pour qu'ils se déchirent.

Robert Altman a choisi de suggérer. Son film n'est donc pas spectaculaire mais repose solidement sur les épaules d'acteurs qui ont d'ailleurs obtenu collectivement le prix de l'interprétation masculine au festival de Venise en 1983.

Guy FICHET



Sélection Dans les salles parisiennes

Films récents...

L'ADDITION.
de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

Forum Arc-en-Ciel 1^{er}. Rex 2^e. Montparnasse UGC 6^e. Odéon 6^e. Biarritz 8^e. Ermitage 8^e. UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. Sept Parnassiens 14^e. UGC Convention 15^e. Images 18^e. Secrétan 19^e. Tourelles 20^e.

BIQUEFARRE.
de Georges Rouquier.

La vie dans un village paysan de l'Aveyron.
Saint-André-des-Arts 6^e. Olympic Balzac 8^e. Olympic Entrepôt 14^e.

VENT DE SABLE.
de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie dans le désert algérien.
Saint-Germain Huchette 5^e (vo). Bonaparte 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Lumière 9^e. Clichy Pathé 18^e.

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de

façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Gaumont-Halles 1^{er}. Berlitz 2^e. Vendôme 2^e. Haute-feuille 6^e. Pagode 7^e. Colisée 8^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. Athéna 12^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Kinopanorama 15^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Éuzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5^e. Saint-Ambroise 11^e (horaires spéciaux).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson :
George V 8^e (vo).

Version 1942 d'Ernst Lubitsch :

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).
LAISSE BETON.
de Serge Le Peron.

Deux mômes perdus dans le béton des banlieues parisiennes...

Saint-Séverin 5^e. Studio 43 9^e.

LES COPAINS D'ABORD.
de Lawrence Kasdan.

Les retrouvailles d'un groupe d'Américains, ex-contestataires opposés à

la guerre du Vietnam.

Odéon 6^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

... et moins récents
LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.
Reflot Quartier Latin 5^e (vo).

FENÊTRE SUR COUR.

d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Capri 2^e. St-Michel 5^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Miramar 14^e (vo).

SUEURS FROIDES (Vertigo).

d'Alfred Hitchcock.

Un classique du suspense policier.

Forum Cinéma Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Ciné Beaubourg-Halles 3^e (vo). Saint-Michel 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Monte Carlo 8^e (vo). Paramount City Triomphe 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.
de Franco Brusati.

Les difficultés d'un immigré italien en Suisse.
Studio de l'Etoile 17^e (vo).

« Guerres froides »

de Richard Eyre

James Penfield est rédacteur du bulletin d'information de 12 h à la BBC. Il semble amoureux de Susan, une documentaliste de la télévision. Mais surtout, il est ambitieux. Cet arriviste, issu d'un milieu modeste, est décidé à faire un mariage « au-dessus de sa condition ».

Or Susan a précisément des parents riches : son père est metteur en scène et sa mère est une historienne de gauche connue. Et, justement, James prépare un ouvrage où, pour justifier la politique de Margaret Thatcher aux Malouines, il compte établir un parallèle entre l'expédition des Malouines et l'intervention franco-anglaise contre Nasser sur Suez en 1956, intervention sur laquelle Ann, la mère de Susan, a justement écrit une étude. Ce sera donc le prétexte idéal pour s'introduire dans la famille.

Les personnages sont ainsi campés. D'un côté

James, représentant de ces jeunes loups peu scrupuleux qui se nourrissent de l'espoir de gagner une place au soleil du régime musclé de Thatcher. De l'autre Ann, représentante de la vieille intelligentsia travailliste, qui se révèle n'être qu'une petite-bourgeoise avant tout attachée à son confort moral et

matériel. Bref, tout le monde en prend pour son grade !

Le ton de Richard Eyre dans ce tableau qu'il dresse de la classe politique britannique est passablement désabusé. Mais ses personnages sont bien vus, et il ne manque ni d'humour, ni de lucidité.

Gilbert MAQUI



« Le temps de la revanche »

avec Federico Luppi

Pedro Bengoa, la quarantaine, militant syndicaliste déçu, est fatigué de vivre en tirant le diable par la queue. Il essaie de s'en sortir en acceptant une place de dynamiteur dans une mine de cuivre appartenant à une toute puissante multinationale.

Pedro a su déjouer les enquêteurs du trust, cacher son passé de militant, mais il ne peut déjouer longtemps sa conscience : peu à peu, il va réagir contre cette multinationale. Et le film est en fait l'histoire de cette évolution.

Car dans le coin perdu, froid et brumeux de l'Argentine où Pedro est envoyé, dans cette carrière où d'immenses blocs verts volent en éclat, « c'est l'enfer ». Il faut travailler vite et au mépris de la sécurité. Les accidents se succèdent, et Pedro et son ami décident de prendre leur revanche. Au début, il s'agit de faire payer le trust pour pouvoir partir le plus loin possible de cet endroit dangereux, en utilisant un stratagème : ils provoquent un accident au cours duquel Pedro prétendra avoir perdu la parole. Et il exigera 300.000 dollars de la société à titre d'indemnité. Sauf que l'ami de Pedro meurt dans l'accident et qu'à l'instant même de toucher le

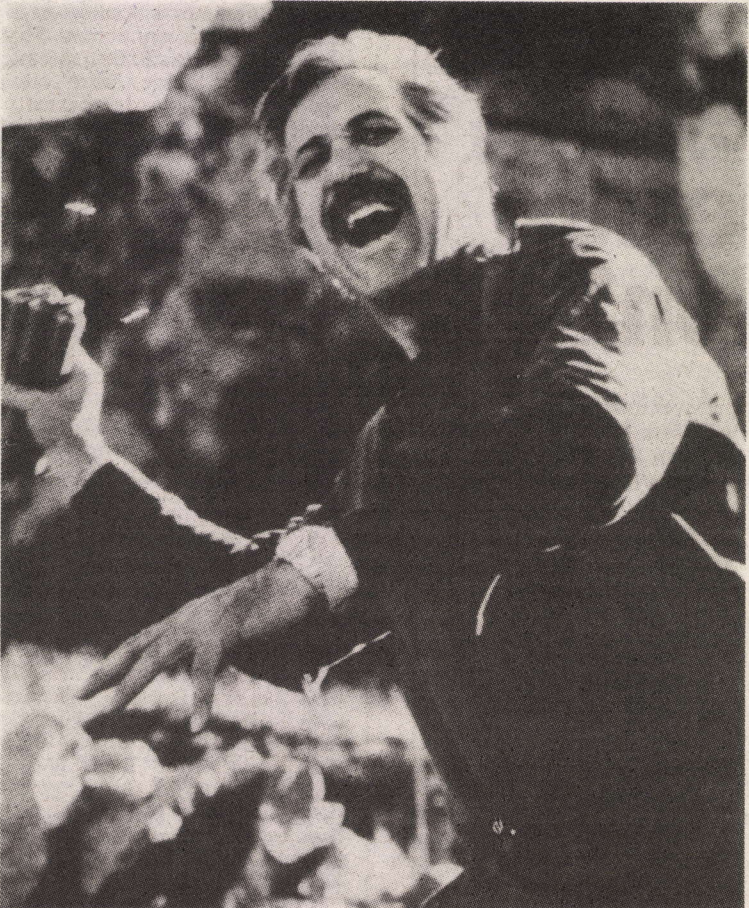
magot, Pedro ne trouve pas suffisante cette revanche. Il veut plus. La lutte se poursuit, plus âpre, plus difficile. C'est le suspense jusqu'au bout : qui va gagner dans cette lutte d'un seul homme contre la multinationale et ses mercenaires ?

Construit comme un film policier, le film dénonce

l'oppression qu'exercent ces multinationales arrogantes, qui « finissent toujours tôt ou tard par gagner » comme le dit l'avocat du trust.

Et même si au bout du compte Pedro perd la partie, il aura fait éclater le scandale, un scandale qui coûtera cher au trust.

Annie DESCHAMPS



Sélection

Samedi 21 avril

FR3. 14 h 45. Maison d'arrêt. Un téléfilm sur la vie carcérale.

TF1. 22 h 20. Droit de réponse est consacré à la littérature étrangère.

FR3. 22 h 55. Karl Richter, chef d'orchestre, nous fait découvrir Bach.

Dimanche 22 avril

TF1. 19 h. Sept sur sept. L'invité de ce magazine d'actualités est Gilbert Trigano.

TF1. 20 h 35. Ils sont grands ces petits. Un film de Joël Santoni : Claude Brasseur et Catherine Deneuve donnent de l'éclat à cette comédie burlesque.

A2. 21 h 40. Un documentaire de la BBC sur le peintre Théodore Géricault. Assez ennuyeux, paraît-il, sauf le passage concernant *Le radeau de la Méduse*.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit, cycle Garbo : *La reine Christine*, film américain de Mamoulian.

Lundi 23 avril

TF1. 14 h. Trapèze, film américain de Sir Carol Reed, pour les amateurs de cirque, avec Tony Curtis et Burt Lancaster qui font eux-mêmes les acrobaties aériennes.

A2. 15 h 35. Un homme dans la foule d'Elia Kazan : un chanteur vagabond devient grâce à une émission de télévision un héros national et se lance dans la politique. « On a dit, rappelait Kazan, que le film était dirigé contre Nixon, contre Eisenhower et contre le Big Business. Eh bien ! c'est vrai ». Et Kazan poursuivait : « Je pense que le public américain s'est reconnu dans ce film, je l'ai montré comme un agrégat de pantins ridicules qu'on peut mener par le bout du nez où l'on veut ».

TF1. 20 h 35. L'homme tranquille de John Ford. Dans le cadre de l'Irlande colorée et de



ses traditions, une comédie de mœurs avec Maureen O'Hara et John Wayne.

A2. 21 h 50. Soirée Balanchine : la troupe du New York City Ballet interprète *Mozartiana*, musique de Tchaïkovski et *Who cares*, musique de Gershwin.

Mardi 24 avril

TF1. 20 h 35. Politiques. L'invité : Michel Rocard. Après une longue absence audiovisuelle de trois ans, c'est paraît-il, un événement de voir revenir l'ancien challenger de François Mitterrand dans la course aux

présidentielles de 1981. Mais Rocard aura-t-il encore quelque-chose qui se voudrait original à dire ?

FR3. 20 h 35. Zorba le grec, film de Michel Cacoyannis, une comédie chaleureuse avec



Anthony Quinn qui incarne un grec haut en couleur à la joie de vivre débordante.

Mercredi 25 avril

FR3. 20 h 30. Cinéma 16 : La vie telle qu'elle change. Téléfilm : les difficultés de l'amour quand l'un des conjoints a un enfant.

TF1. 21 h 25. Les allergies, émission d'Igor Barrère : les téléspectateurs pourront intervenir en cours d'émission.

A2. 22 h. La fontaine des innocentes : les adolescentes qui errent dans Paris avec pour seul cadre de vie la rue et leur détresse.

Jeudi 26 avril

FR3. 20 h 35. Ciné-Passion : Le voyage en douce, film avec Dominique Sanda et Géraldine Chaplin. Portrait de femmes réalisé par Michel Deville.

A2. 21 h 35. L'espion qui venait de l'extrême-droite : un document sur Ray Hill, militant d'extrême-droite depuis 1960. En 1980, il change de camp et prévient la police et les mouvements antiracistes des mauvais coups de ses anciens compagnons. A prendre tout de même avec précaution.

TF1. 21 h 35. Domino, une nouvelle émission sur l'art et les créations : cette semaine, le nu à l'école, en peinture, dans la rue.

TF1. 22 h 30. Regards et sourires, de Ken Loach. De jeunes ouvriers anglais entrent dans l'armée pour échapper au chômage. Une image de la crise économique dans l'Angleterre de 1981.

Vendredi 27 avril

A2. 21 h 40. Apostrophes : Breyten Breytenbach, l'écrivain anti-Apartheid, témoigne sur son incarcération en Afrique du Sud. Gilles Perrault présente *L'homme à part*, c'est-à-dire Henri Curiel, militant communiste et tiers-mondiste abattu en 1978 à Paris par l'extrême-droite.

TF1. 21 h 50. Haroun Tazieff raconte « sa » terre, des explications sur la faille San Andréas en Californie et sur le volcanisme.

A2. 23 h 05. L'impossible Monsieur Bébé de Howard Hawks avec Cary Grant et Katherine Hepburn, une comédie loufoque au rythme endiablé.

La direction annonce 6 081 suppressions d'emplois mais craint les travailleurs

Le vendredi 13 avril, au Comité central d'entreprise des usines Citroën, la direction a confirmé qu'elle entendait procéder à 6 081 suppressions d'emplois dont 2 937 licenciements. A l'appel de la CGT cette journée s'était soldée par une grève d'avertissement de la totalité des chaînes de l'usine d'Aulnay, la plus importante de la région parisienne. Le jour même, les sidérurgistes lorrains manifestaient dans les rues de la capitale mais la CGT ne tenait pas essentiellement à ce que les « Citroën » rejoignent les sidérurgistes en lutte. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT, expliquait que, s'il y avait de la casse, ce serait « encore de la faute aux immigrés ». Alors, disait-il, il fallait rester dans l'usine.

Lundi, le travail n'avait pas repris. Mais pour cause de chômage technique. Depuis des mois, la paye des travailleurs est sérieusement amputée par ce chômage larvé qui, à l'usine d'Aulnay, atteint une semaine chaque mois.

Mercredi 18, alors que les 15 Comités d'établissement des différentes usines représentant 43 800 salariés, se sont réunis pour se prononcer sur les suppressions d'emplois et les licenciements demandés par la direction, l'usine d'Aulnay était à nouveau en grève dès le matin, à l'appel de la CGT. Les travailleurs ont pénétré de force dans la salle où se tenait le Comité d'établissement, aux cris de « Non aux licenciements, Calvet assassin », « Nous ne sommes pas des moutons affamés à vendre à n'importe quel prix ».

La grève s'est poursuivie pendant toute la journée du mercredi pendant que se tenait un meeting permanent de la CGT devant l'usine. Le P-DG Calvet, que l'on avait déjà pu voir à l'œuvre comme licenciement des ouvriers de Talbot, a annoncé clairement ses intentions au micro de France-Inter le mardi 17 avril : « Nous avons un certain sureffectif. Si nous ne le résorbons pas, nous aurons des problèmes de compétitivité, de concurrence vis-à-vis des autres constructeurs étrangers et français, tels que ce n'est plus un certain nombre d'emplois, mais tous les emplois qui seraient en cause ». Comme à Talbot, Calvet se livre au chantage, les travailleurs devant accepter les licenciements sinon ce sera la fermeture de l'usine.

La direction de Citroën sait que ce ne sera pas facile de faire accepter des licenciements à des travailleurs qui la contestent depuis deux ans. Aussi a-t-

elle proposé des préretraites qui auraient été acceptées par environ 3 000 travailleurs et une aide au retour pour les travailleurs immigrés dont le montant est d'environ 70 000 francs pour un OS — ce qui est une misère et ne coûte à la direction que ce qu'elle est légalement obligée de payer lors d'un licenciement « habituel », l'Etat et le FNE (Fonds national pour l'emploi) réglant l'essentiel. Seuls quelques-uns ont accepté.

Dans l'ensemble, les travailleurs sont désorientés et même un peu démoralisés. L'affaire Talbot a montré que le gouvernement est du côté du patronat et cela n'était pas un encouragement à la lutte. Cependant cela ne les a pas empêchés jusqu'ici d'être présents chaque fois que la CGT les a sollicités. Mais c'est justement l'attitude de la CGT qui est un facteur de démoralisation de plus. Alors que les travailleurs en attendaient des décisions claires en réponse aux attaques de la direction, ils n'ont eu droit qu'à des propositions au coup par coup, au jour le jour. Par exemple, elle n'a pas prolongé le mot d'ordre de grève du mercredi pour le lendemain 19 avril, annonçant seulement la manifestation du 20 et laissant dans la vague les décisions pour la journée du mardi 24 qui suit le week-end de Pâques.

D'emblée, et pour parer à toute tentative de débordement, la CGT avait pris un ton dur et menaçant n'excluant pas l'occupation. Mais d'un autre côté, elle faisait appel à la concertation avec le patronat et demandait l'ouverture de négociations en vue d'inciter Citroën... à lancer de nouveaux modèles de voitures et à rapatrier en France la production que Citroën fait faire dans ses usines espagnoles et anglaises. Mais ce qui détermine la politique de la CGT c'est sa volonté de ne laisser aucune place à des débordements incontrôlés.

Et à cet égard la réunion du lundi 16 avril de 500 à 600 délégués syndicaux, délégués de chaînes et syndiqués dans les locaux de l'Union régionale CGT de l'Ile-de-France était révélatrice.

Akka Ghazi a eu un ton radical tout en repoussant comme prématurée toute tentative allant dans le sens d'une occupation immédiate des locaux. Mais en même temps, en présence des permanents de l'Union départementale, de l'Union locale, de l'USTM, il se posait comme la direction unique. Pour mieux asseoir l'autorité du bureau du syndicat, il l'a élargi aux « leaders historiques » qui

avaient mené victorieusement la grande grève de 1982. Puis, dans la foulée des applaudissements, il a décrété que cette direction devait être au-dessus du contrôle des travailleurs sous prétexte de cacher à la direction Citroën les intentions du syndicat. C'est en fait décréter que le bureau décidera seul, sans laisser la parole aux travailleurs autrement que pour l'approuver.

Les demandes de licenciements devraient être

déposées à la fin du mois auprès des Directions départementales du travail, à la suite de quoi les syndicats CGT et CFDT se tourneront vers le ministère des Affaires sociales pour que le plan Citroën n'entraîne pas de licenciements. Mais après les avoir acceptés dans le secteur public, la métallurgie et la construction navale, le gouvernement ne les refusera sûrement pas au patronat de l'automobile.

Que compte faire le syndicat dans ce cas ? De son

côté, pour la CGT, c'est silence et bouche cousue.

Les travailleurs de Citroën, et en particulier ceux de l'usine d'Aulnay qui compte une majorité d'immigrés parmi les OS, sont inquiets, à juste titre. Mis en même temps, ils sentent bien que le luxe de précautions que prennent les responsables patronaux et gouvernementaux est à la mesure de la crainte qu'ils inspirent. Tout est loin d'être joué à Citroën.

Gil LANNOU

Chez Michelin aussi,

des milliers d'emplois supprimés

La direction de Michelin vient d'annoncer qu'elle envisageait de supprimer, essentiellement dans ses usines de Clermont-Ferrand, 4 920 emplois dans l'immédiat, dont 3 500 préretraites, le reste consistant en des mutations et reconversions. Ce qui n'exclut pas, on le sait — et les exemples récents de Talbot ou de Citroën sont là pour le montrer — des licenciements purs et simples dans un avenir proche.

Car Michelin semble bien décidé à poursuivre sa politique de « compression » du

personnel entamée depuis plusieurs années déjà. Les effectifs de Clermont sont d'ailleurs passés de 29 900 à 25 700 entre 1980 et 1983. Et puisque, de PSA à Thomson en passant par la sidérurgie et bien d'autres secteurs, les patrons restructurent à tour de bras, pourquoi la direction Michelin se gênerait-elle ?

La rengaine du « sureffectif » cache, on le sait bien, la réalité du profit ! Et pour Michelin, deuxième grand du pneu dans le monde (après Goodyear), des profits, il y en a eu ; et il y en a

toujours. D'énormes ! Ce n'est pas un petit entrepreneur sur la corde raide ! Mais, plutôt que de prendre ces fameux profits, Michelin n'hésite pas à sacrifier des travailleurs, et du même coup, en ralentissant l'activité de ses usines clermontoises, à asphyxier toute une région — de multiples sous-traitants dépendent de ces usines et font vivre des centaines d'autres ouvriers — une région qui, de près ou de loin, vivait depuis le siècle dernier en fonction de l'empire Michelin.

PIERRE FRANK EST MORT

Militant trotskyste depuis un demi-siècle, Pierre Frank vient de mourir. Il fut l'un des principaux dirigeants du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale et de sa section française. Et avec lui disparaît un militant qui consacra sa vie à la défense des idéaux communistes révolutionnaires.

Note courante avait — et a toujours — bien des divergences avec le courant incarné par Pierre Frank. Mais nous tenons à saluer en lui le militant qui, alors qu'en Union Soviétique s'installait la dictature stalinienne, a eu la volonté et le courage, dès 1927, de s'opposer à la trahison des idéaux révolutionnaires par la III^e Internationale stalinisée et par les partis commu-

nistes des différents pays (il avait adhéré au Parti Communiste Français en 1925). Il avait choisi le camp révolutionnaire marqué par l'opposition trotskyste. Dans une période difficile, en plein recul du mouvement ouvrier international, il était de la petite cohorte qui maintenait les traditions du communisme révolutionnaire et se battait contre ceux qui, de l'intérieur du mouvement ouvrier, trahissaient les intérêts du prolétariat et dévoyaient ses luttes.

En 1929 il fut l'un des fondateurs de *La Vérité*, première publication trotskyste en France. De juillet 1932 à juillet 1933 il fut l'un des secrétaires de Trotsky qu'il avait rejoint à Prinkipo.

Par la suite, il n'a pas renoncé, à l'encontre de bien d'autres, à militer pour la révolution. Toute sa vie il est resté fidèle à son engagement des années 1920. Cela lui a valu l'exil, la clandestinité, l'emprisonnement de la part des gouvernements bourgeois, et la hargne et la persécution que subissaient les trotskystes de la part des militants des partis stalinien.

A contre-courant, malgré les difficultés, Pierre Frank a participé à bien des combats et a su jusqu'au bout rester trotskyste et militant de la révolution socialiste.

L'incinération de Pierre Frank aura lieu le vendredi 27 avril au Père-Lachaise. Le cortège partira à 13 heures de la place de la Nation.